

# C - ANNEXES ET PIÈCES JOINTES

## ANNEXES ET PIÈCES JOINTES (Article R.123-19 du Code environnement)

### LES ANNEXES :

Elles constituent des pièces indispensables à la bonne compréhension du rapport et elles sont les suivantes :

- Annexe 1 : Procès-verbal de synthèse des observations recueillies.
- Annexe 2 : Mémoire en réponse de la collectivité.

### LES PIÈCES JOINTES :

Les pièces jointes ne sont destinées qu'à l'autorité organisatrice de l'enquête et elles comprennent entre autres :  
Les dispositions spécifiques à cette enquête publique :

- (Pièce jointe N°1) Par délibération du 16 décembre **2020**, le Conseil Communautaire du Libournais a prescrit la révision de la Carte Communale de Maransin, à la suite d'une délibération municipale de sollicitation en date du 13 novembre **2020**.
- (Pièce jointe N°2) Extrait du registre des délibérations du conseil municipal validant le projet de révision de la carte communale par le conseil municipal en date du **20 octobre 2022**.
- (Pièce jointe N°3) Par délibération du **15 décembre 2022**, le conseil communautaire du Libournais a validé le bilan de la concertation ainsi que le projet de carte communale de la commune de Maransin.
- (Pièce jointe N°4) Par décision N°E24000033 / 33 du 19 avril **2024** Monsieur le Président du Tribunal administratif de Bordeaux, a désigné Monsieur Christian MARCHAIS en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Daniel Leclerc en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
- (Pièce jointe N°5) Par arrêté N° 2024-303 du 15 mai **2024**, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Libournais a prescrit l'ouverture de cette enquête publique.
- (Pièces jointes N°6-7-8-9) Les annonces légales parues dans la presse.
- Certificat d'affichage de la mairie de Maransin et de la CALI (Pièces jointes N°10-11).

# DEPARTEMENT DE LA GIRONDE



Communauté d'Agglomération du Libournais

Commune de Maransin

ENQUÊTE PUBLIQUE  
du Mardi 4 juin au Vendredi 5 juillet 2024

Relative  
à la révision de la Carte Communale de la commune de  
Maransin

**Procès - verbal de Synthèse**  
des observations du public

## PROCÈS - VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

J'ai été désigné par ordonnance E 24000033 / 33 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 19 avril 2024.

L'enquête s'est déroulée du **mardi 4 juin au vendredi 5 juillet**, soit pendant une période consécutive de 32 jours.

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête ont été déposés au siège de l'enquête – La CALI, 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne, ainsi qu'à la mairie de Maransin, et consultables aux jours et heures d'ouverture au public.

En supplément, le dossier ainsi que toutes les informations relatives à l'enquête publique ont été interrogeables, de manière dématérialisée à tout moment au cours de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, sur le site internet à l'adresse suivante : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr)

J'ai clôturé les deux registres le 5 juillet 2024 à l'issue de l'enquête.

Le procès-verbal de synthèse des observations est établi en application des dispositions de l'article R.123-18 du code de l'environnement. Cet article précise que le commissaire enquêteur doit rencontrer le responsable du projet dans les huit jours de la clôture de l'enquête.

### Récapitulatif global des observations

#### Généralités :

Pendant cette enquête, j'ai assuré **4 permanences**, **23 personnes** ont été reçues et **19 observations enregistrées**. La CALI m'a confirmé que toutes les contributions reçues avant la fin de l'enquête m'avaient bien été adressées. Après avoir réceptionné les 2 registres papier, 14 observations ont été dénombrées et elles se répartissent de la manière suivante :

- 5 demandes de renseignements de manière orale,
- 1 courrier remis au commissaire enquêteur,
- 1 observation reçue par l'intermédiaire de la messagerie dédiée à l'enquête,
- 12 observations reprises dans les registres "papier".

### Traitement et analyse des observations

Toutes les observations, adressées par mail, transcrites dans les deux registres "papier", reçues par courrier ont été classifiées par le sigle désigné ci-dessous et par numéro d'ordre de réception :

- Par la lettre C (Courrier - ex C-001),
- Par la lettre E (Contribution e-mail - ex E-001),
- Par la lettre R pour une contribution issue d'un registre papier.

Les registres "papier", étaient identifiés soit par le nom de la communauté d'Agglomération (R-CA), soit par celui des trois premières lettres de la commune (R-MAR).

Identification du registre	Identification du registre
Communauté d'Agglomération	R-CA
Mairie de Maransin	R-MAR

Compte tenu du nombre peu important d'observations, et pour une totale information **certaines d'entre elles sont retranscrites dans leur intégralité**. Ces dernières sont reprises entre guillemets et en italique, et en leurs propres termes.

Le thème principal abordé lors de cette enquête publique concerne des demandes de modification de zonage et tout particulièrement des demandes de mutation de zone N en zone U. Des interrogations concernant les zones humides sont également émises.

#### Demandes de renseignements

Ces demandes de renseignements ne nécessitent pas de réponse de la part de la collectivité. Elles sont essentiellement reprises pour information.

Nom de l'intervenant	Observation(s)/Demandes de renseignements	Commentaires du commissaire enquêteur
Le 15 juin 2024 Monsieur Hervé HEMON	Il est le petit-fils de Mr et Mme Bernard HEMON et dans le cadre d'une succession, il désirait connaître le zonage dans lequel se trouvait les parcelles AS 131 et BE 55.	Je lui ai présenté le plan de zonage et les deux parcelles figurent en zone N.
Le 21 juin 2024 Monsieur GODRIE LIONEL et Madame LANOË CECILE Lieu-dit Métairie de bas 33230 MARANSIN	Souhaitaient savoir en quelle zone était classée leurs parcelles (dont 109 ,148...)	Ces parcelles, dans la carte communale révisée, sont en zone N.
Le 21 juin 2024 Monsieur et Madame MAURY Paul et Véronique. 3 Lieu-dit MERIGOT 33230 MARANSIN	Désiraient avoir connaissance de la zone dans laquelle était classée la parcelle BD 218	La précision leur a été apportée – classement en zone N.
Le 21 juin 2024 Monsieur BON Michel 14 le Grand jard 33230 MARANSIN	Souhaitait connaître l'affectation de sa parcelle/des parcelles situées Lieu-dit le grand jard.	Le plan de zonage lui a été présenté et il s'avère que dans le projet elles sont classées en zone N.
Le 21 juin 2024 Monsieur FERREIRA Ludovic 8 Le Grand jard 33230 MARANSIN	Est venu consulter le plan de zonage.	N'ayant pas les références exactes de sa parcelle, doit repasser lors de la dernière permanence.

#### Observations reçues par courrier

Le 4 juin 2024

**Obs C N°1 Monsieur Thierry DENOEL** (le courrier remis est annexé à ce procès-verbal en PJN°1) :  
Monsieur DENOEL me remet une copie du courrier adressé à la CALI en date du 30 mai 2024. Ce courrier a été reçu à la CALI avant le début de l'enquête mais remis également lors de la première permanence.  
Par ce courrier, il demande que sa parcelle BE 262 qu'il considère comme dent creuse soit intégrée en zone U tout comme la partie supérieure de la parcelle BE 32. Ces parcelles sont actuellement classées en zone N. Il fait remarquer que ses parcelles ne sont pas concernées par des zones humides alors que certaines parcelles prévues en zone U sont identifiées en zone humide.





Parcelle BE 32 Parcelle BE 262



(cadastre) Parcelle BE 32 Parcelle BE 262

### Réponse de la collectivité :

#### Observations transcrites sur le registre

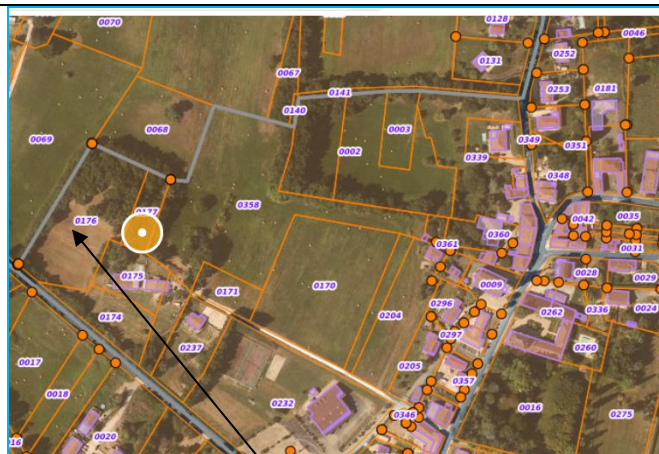
#### **Obs N°1 R-MAR Madame Marie Claire BATARD**

- 1) "J'ai lu que la commune donnait la priorité à l'agriculture. C'est bien à condition d'autoriser les constructions nécessaires à l'activité agricole (type hangars,...)
- 2) L'agriculture est en perte de vitesse actuellement, elle n'est plus rentable et il n'y a pas de jeunes qui s'installent dans notre région. Les agriculteurs de notre commune sont prêts à prendre leur retraite. Que vont devenir leurs terrains ? Je pense qu'il faudrait réfléchir à des possibilités de reconversion des terres, notamment avec le photovoltaïque, les éoliennes...
- 3) La commune manque d'aménagements sécurisés des routes pour les piétons et vélos."

### Réponse de la collectivité :

#### **Obs N°2 R-MAR Madame Liliane GUDET-BERBIALE**

"Je sollicite les services de l'urbanisme de la CALI afin que ma parcelle N°176 située à 3 Le GAIL à Maransin soit classée en zone constructible afin d'y construire une maison.  
Par ailleurs, les parcelles jouxtant la mienne sont devenues constructibles ces dernières années. L'entrée ou sortie est déjà existante sur la route départementale. Il n'y aura donc aucune modification à apporter."

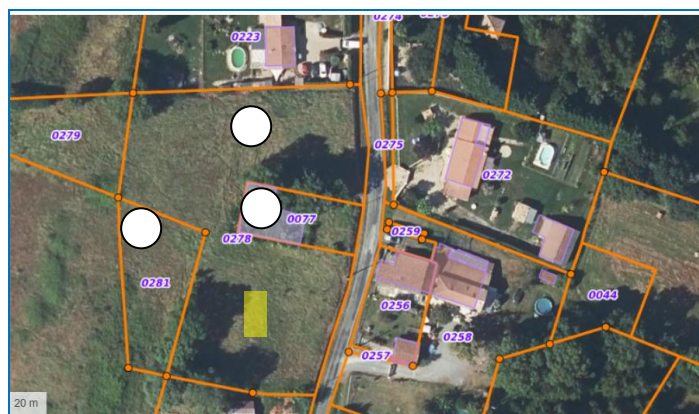


Parcelle N°176

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°3 R-MAR Monsieur Jean François DUMONT**

*"Propriétaire des parcelles cadastrées lieudit Beaucaillat section BE N° 77-281- 278, contenance 5622m². Ces parcelles jusqu'à présent constructibles, je sollicite les services de l'urbanisme de la CALI afin qu'elles le demeurent. Ces parcelles peuvent être estimées comme "dent creuse". En effet il y a des constructions en amont et en aval de mes parcelles."*



(Parcelles BE 77 281 278)

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°4 R-MAR Monsieur James SEYNAT (maire honoraire de Maransin)**

Monsieur James SEYNAT s'étonne qu'une parcelle appartenant à la commune sur le secteur de Beaucaillat ne soit pas retenue en zone constructible.

Il se demande s'il s'agit d'un oubli ou d'un abandon. En effet, la vente en plusieurs lots aurait, selon lui, permis de conforter le budget municipal.

Il regrette que le travail effectué pendant 25 ans soit effacé en 1 jour. Il considère que d'autres zones proposées sont dans des lieux plus humides que ce secteur "abandonné" de Beaucaillat.

Il demande de revoir ce cas avantageux pour la commune.

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°5 R-MAR Madame Nathalie AUDUBERTEAU**

Madame Auduberteau me remet un courrier enregistré sous l'observation N°5 (ce courrier est joint à ce procès-verbal en PJ N°2)

*"La commune de Maransin est en révision PLU. Je vous adresse ce courrier afin de demander que ma parcelle N° BE 260 très proche du bourg et de zones déjà urbanisées soit basculée en terrain constructible. J'ai déjà envoyé au maire une lettre recommandée avec accusé de réception le 13 octobre 2020 lui signifiant ma demande. La vigne a été arrachée en mars 2021. J'ai assisté à une réunion d'information organisée par la commune pour la révision du PLU. Je pense que ma parcelle requière toutes les conditions : proche du bourg, accès eau-électricité, déjà desservie par une route et un chemin rural et en zone non inondable. Si ce n'est pas le cas je souhaiterais avoir par écrit les raisons du refus."*





- Le développement des commerces et services passent par la création d'une zone commerciale rurale en accès direct sur la D22,
- Les parcelles "hautes" doivent être constructibles et réservées pour pérenniser les offres de service, à savoir les parcelles 260-262.

Plutôt que de développer le nord de la commune il serait plus judicieux de développer le sud et donc inclure les parcelles 20-21-22-23-24-226-228-261-29-30-31-32.



(Les pastilles blanches reprennent les parcelles sélectionnées)

### Réponse de la collectivité :

#### **Obs N°8 R-MAR Madame Eliette PETITJEAN DECELIS**

Madame PETITJEAN DECELIS, propriétaire des parcelles 274,275,276,277,278,279,280,281,398, sollicite La CALI afin que ses parcelles **280**, **398** dans le prolongement de la 280 et **274** dans le prolongement de la 280 soient constructibles.



(Parcelles 398-280-274)

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°9 R-MAR Monsieur et Madame Jacques MOINE**

Mr et Mme MOINE propriétaires des parcelles N°36-169-176 section BC, sollicitent la Cali afin que dans la nouvelle carte communale elles soient reprises en zone U.



(Parcelles 36-169-176)

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°10 R-MAR Monsieur BESCON Robert et Madame DUPUY Marie Claire – 2 Le Charreau 33230**

**Maransin**

Propriétaires des parcelles N° 183,184,208, section BC, ils sollicitent les services de l'urbanisme et les élus de Maransin afin qu'elles soient incorporées en zone constructible dans la nouvelle carte communale révisée.



(Parcelles N° 183,184,208)

**Réponse de la collectivité :**



**Obs N°11 R-MAR Monsieur et Madame BERNESCU Bernard et Annie**

Mr et Mme Bernescut sont propriétaires des parcelles 27-380-384-386-388, incluses selon eux entre des maisons et à proximité de la canalisation d'eau et de la ligne électrique, souhaitent que leurs parcelles soient classées en zone à urbaniser. Elles n'ont plus aucune vocation agricole et leurs filles souhaiteraient bénéficier d'une autorisation de faire construire.



(Parcelles 27-380-384-386-388)

**Réponse de la collectivité :**

**Obs N°12 R-MAR Monsieur et Madame CHEVRIER Patrick**

Mr et Mme Chevrier désirent que leurs parcelles BA 363, 365, 367, 368,369 soient reconnues en zone à bâtir sur une profondeur d'une quarantaine de mètres.



(Parcelles 363, 365, 367, 368,369)

**Réponse de la collectivité :**

## Observations reçues sur la boîte mails de l'enquête publique

**Observation E-001** reçue le 5 juillet à 14h43 (reprise dans son intégralité)

À : Enquête publique <enquetepublique@lacali.fr>

**Objet** : courrier à l'attention du commissaire enquêteur pour le projet de révision de la carte communale de MARANSIN

" Bonjour,

Je suis François Chappé, chef de projet Energies Renouvelables pour la société ADEN, bureau d'étude spécialisé dans l'aménagement des ENR sur le territoire français en partenariat avec notre partenaire énergétique Kallista Energy

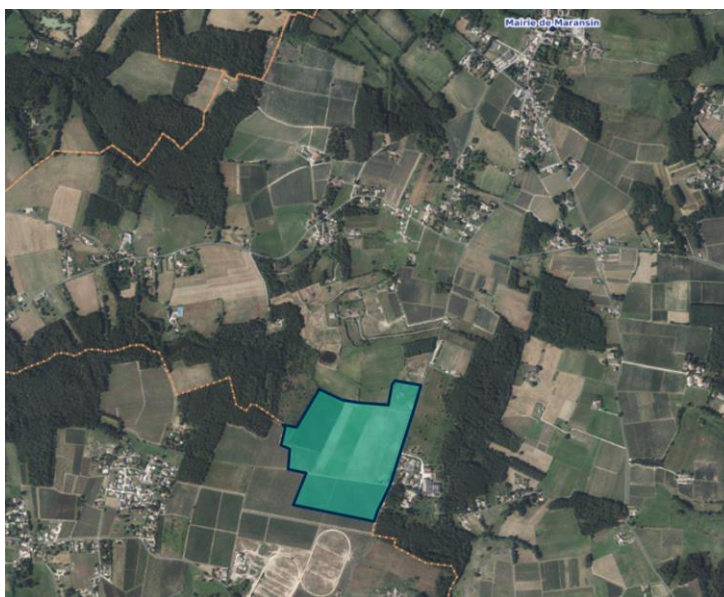
Je me permets de vous contacter car je souhaite vous déclarer que je suis actuellement en train de développer un projet agrivoltaïque sur la commune de Maransin. En effet depuis mars 2022 j'étudie la possibilité de réaliser une centrale agrivoltaïque sur des terres agricoles.

Etant en échange permanent avec la commune de Maransin je profite de cette révision de la carte communale de Maransin pour vous faire part de ce développement.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

1. AZ 149
2. AZ 146
3. AZ 59
4. AZ 95
5. AZ 103
6. AZ 102

Voici une vue aérienne de ces parcelles :



Bonne réception,  
Cordialement, François Chappé"

**Réponse de la collectivité :**

### 1) Choix des zones ouvertes à l'urbanisation

La MRAe ainsi que des personnes publiques associées attirent l'attention de la collectivité sur les zones U envisagées et mettent en exergue certains points de vigilance et tout particulièrement :

- L'inclusion dans la zone urbaine U des sites du « Gail Est » et du « Bourg », bien que concentrés autour du bourg, compte tenu de leurs fonctions de **réservoirs biologiques** (réservoirs de biodiversité caractérisés notamment par des habitats humides).

La MRAe estime nécessaire :

- D'analyser les alternatives d'urbanisation et les incidences qui en découlent.

Le Service Accompagnement Territorial - Unité Aménagement du Libournais et Haute Gironde

Estime qu'une délimitation plus précise des zones humides mériterait d'être affinée et permettrait peut-être d'éviter une atteinte à ces zones.

La CDPENAF

Elle note la présence de zones humides dans les secteurs concernés par le projet de carte communale qui nécessiteront, au stade des projets, une mise en œuvre des mesures d'évitement-réduction-compensation.

Des alternatives d'urbanisation permettant d'éviter ces secteurs à enjeux peuvent-elles être envisagées ?  
Dans le cas contraire quelles en sont les raisons ?

### Réponse de la collectivité :

## Questions du commissaire enquêteur

### 1 - Ressources en eau :

Même si le rapport de présentation indique que la ressource en eau est compatible avec l'évolution démographique envisagée, le Service Accompagnement Territorial - Unité Aménagement du Libournais et Haute Gironde, estime que selon la réponse apportée, **la suffisance de la ressource en eau n'est pas démontrée** de manière globale. Les éléments du dossier ne permettent pas de s'assurer que la ressource en eau sera suffisante au regard des potentiels d'accueil prévus par le SCoT sur les 14 communes couvertes par le syndicat.

### Réponse de la collectivité

### 2 - Consommation d'espace :

Selon le rapport de présentation, **entre 1,75 et 8 hectares** ont été consommés entre **2009 et 2021**.

Il résulte de ces analyses qu'au cours des 10 dernières années, **2,41 hectares** ont été urbanisés, dont **1,75 hectares** d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

### **Pour information :**

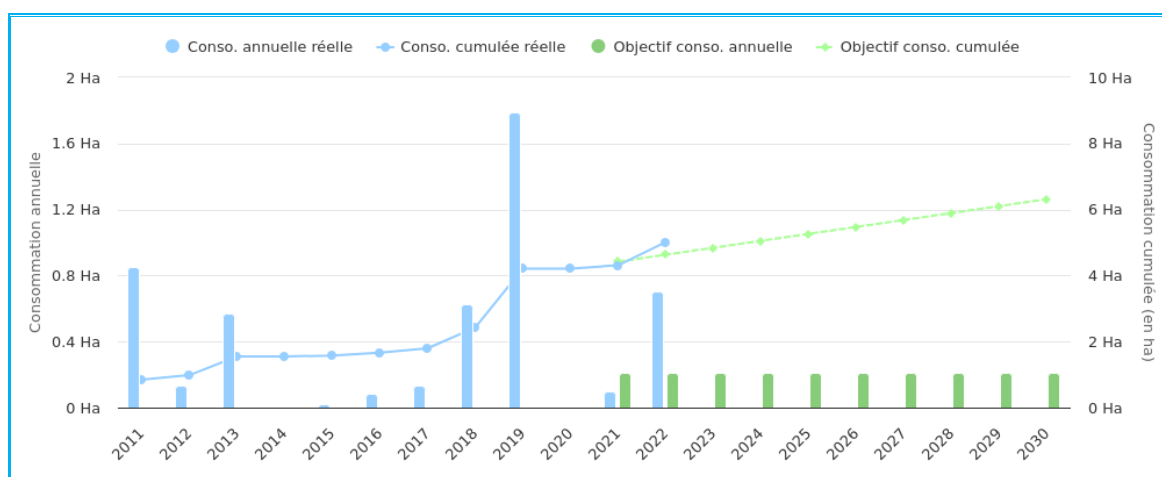
Une autre étude (Source Mon diagnostic artificialisation) indique que sur la période, de **2011 à 2022**, la consommation d'espaces s'est élevée à **5.01 hectares**. Selon cette étude **la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 3.15 hectares environ**.



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Maransin	0.8	0.1	0.6	0.0	0.0	0.1	0.1	0.6	1.8	0.0	0.1	0.7	5.0
Total	0.8	0.1	0.6	0.0	0.0	0.1	0.1	0.6	1.8	0.0	0.1	0.7	5.0

(Aujourd'hui, la consommation d'espace est mesurée avec les fichiers fonciers produits et diffusés par le Cérema depuis 2009 à partir des fichiers MAJIC<sup>1</sup> de la DGFIP<sup>2</sup>.)

### Projection 2031 selon la trajectoire de réduction de la consommation d'espace NAF



#### En bleu : période de référence

1er jan. 2011 - 31 déc. 2020, 10 ans

Consommation cumulée de référence : 5.0 ha

Consommation annuelle de référence : 0.5 ha

#### En vert : réduction de 50%

1er jan. 2021 - 31 déc. 2030, 10 ans

Compte tenu des écarts importants entre les différentes statistiques, les chiffres sont-ils en cohérence avec la trame du PLUi en cours d'élaboration ?

#### Réponse de la collectivité :

#### 3 - Logements vacants

La MRAe recommande de déduire les logements vacants mobilisables (parmi les 26 identifiés) afin de déterminer les logements supplémentaires à construire et de présenter la méthode retenue pour évaluer le nombre de logements réalisables en « intensification urbaine ».

Selon les élus, le nombre de logements vacants, repris dans le rapport, ne semble pas cohérent et répondre à la réalité.

<sup>1</sup>MAJIC : Mise À Jour des Informations Cadastreales : donnée fiscale servant à calculer la taxe foncière en particulier.

<sup>2</sup>DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

Ces chiffres peuvent-ils être actualisés afin de déterminer avec plus de précision le nombre de logements à construire ?

**Réponse de la collectivité :**

**Suite à donner au procès-verbal de synthèse**

L'article R 123-18 du code de l'environnement précise que « le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations ». Il vous appartient donc de formuler vos éventuelles observations en réponse au procès-verbal de synthèse avant ce délai.

Fait à ARTIGUES Près Bordeaux le 9 juillet 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Christian Marchais', written on a light blue background.

Christian Marchais

*Copie du courrier adressé à la CALI le 30 mai et remis au commissaire enquêteur lors de la permanence du 6 juin*

Thierry DENOEL  
151 Chemin Cazeau Biel  
33290 Le Pian Médoc  
Tel : 0686560344

Le Pian Médoc le 24 Mai 2024

*Référence : C1*

Objet : Demande terrain à bâtir sur la commune de Maransin.

Monsieur,

Actuellement la commune de MARANSIN est en révision du PLUi. C'est pour ceci que je vous adresse ce courrier afin de me positionner sur des terrains proches du bourg et en face d'une zone déjà urbanisée afin d'en obtenir des droits de construction.

J'ai également fait cette démarche auprès de la Mairie de Maransin, donc le Maire actuel et mon proche voisin et qu'il ne souhaite pas de construction à proximité de chez lui. Nous en avons longuement discuté et il m'a évoqué toutes les conditions défavorables pour ne pas obtenir une telle autorisation. C'est dire, sont que ce n'est pas le Maire qui détermine les terrains pouvant changer de statut mais le SCoT du grand Libournais.

Ayant assisté à deux réunions d'informations organisées par la commune et présentées par Monsieur Chatelais, on s'aperçoit que cette révisions de PLUi n'a d'intérêt que pour la mairie et pas pour ces citoyens. Je me pose la question si mes demandes ont été évoquées et présentées lors des réunions internes.

Ces demandes ont été envoyées en recommandés à la Mairie de Maransin en 2020 et 2022. Celles-ci devaient être jointes au dossier d'urbanisation. (ci joins les copies)

Sur ce sujet, je souhaiterais avoir un écrit avec les raisons du refus de changement de statut de mes terrains.

Jusqu'à aujourd'hui mes terrains étaient plantés en vignes en appellation AOC et situés dans l'agglomération de MARANSIN en face de nombreuses habitations. L'AOC n'est pas une clause de non constructibilité, après demande et retour d'informations de Clara Bracka de la chambre d'agriculture de Libourne. (Informations de Novembre 2022)

Ces vignes sont actuellement en cours d'arrachage et seront complètement libres pour un changement de statut. Je comprends également que toutes mes surfaces en vigne ne peuvent pas devenir constructibles.

Cependant, il y a la parcelle BE262 qui se trouve entre la maison de mes parents et les bâtiments communaux. Cette parcelle BE262 a une superficie de 3276 m<sup>2</sup>. Si celle-ci pouvait devenir constructible cela me permettrait de construire une petite maison pour mes parents qui commencent à être âgés. Leur maison n'est plus adaptée car bien trop grande et avec un étage. Cette solution pourrait leur permettre de rester dans la commune Maransin où ils y vivent depuis de nombreuses années.

Il y a éventuellement la partie supérieure de la BE32 qui se trouve en face de la zone déjà très urbanisée. Document cadastral joint pour situer ces parcelles. Ces terrains peuvent être facilement viabilisés car des servitudes sont déjà existantes, la ligne électrique et l'eau longe ces parcelles et deux sorties sur la route sont déjà existantes.

Dans l'étude du PLUi actuel, seul des terrains derrière l'église sont demandés par la Mairie en vue de les acheter pour faire des constructions. Lors des réunions d'informations il a été évoqué qu'une partie de ces terrains sont en zone humide mais que tout serait fait pour obtenir l'acceptation. De plus ils se trouvent proche de la salle municipale avec les nuisances qui vont avec lors des manifestations.

A ce stade, on s'aperçoit que les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde et que notre Maire se cache derrière les conditions d'urbanisations pour refuser vos terrains. Quoi qu'il en dise, il a quand même un droit de regard et une influence sur les futures zones constructibles.... !

Veuillez agréer Monsieur mes salutations distinguées

*Thierry Denoel*





+

1

Échelle 1 : 2 866

0 50 m





PJ N°2  
au PV de Synthèse

Nathalie AUDUBERTEAU

1207 chemin de blanchet

33920 SAINT SAVIN

Tel 06 10 48 52 03

Observation N°5 remise au  
Commissaire enquêteur lors de la tenue  
du 21/06/2024 Saint Savin le 20 juin 2024


Objet : demande de terrain à bâtir sur la commune de Maransin

Monsieur,

La commune de Maransin est en révision PLU. Je vous adresse ce courrier afin de demander que ma parcelle BE 0260 très proche du bourg et de zones déjà urbanisées soit basculée en terrain constructible. J'ai déjà envoyé au maire une lettre recommandée avec accusé de réception .Le 13 octobre 2020 lui signifiant ma demande. La vigne a été arrachée en mars 2021. J'ai assisté à une réunion d'information organisée par la commune pour la révision du PLU. Je pense que ma parcelle requière toutes les conditions : proche du bourg, accès eau électricité, déjà desservie par une route et un chemin rural et en zone non inondable. Si ce n'est pas le cas je souhaiterai avoir par écrit les raisons du refus.

Cordialement

Auduberteau Nathalie



COMMUNE  
**MARANSIN**

Section... **BE**...

.....° Feuille

Echelle: 1/ **2000**

**(A)** COMMUNE

**(B)** Mme DENOEL Nathalie

**(C)** Mr DENOEL Thierry

**(D)** Mr DENOEL Thierry

S = 6°02

S = 1°45°44

S = 45°08

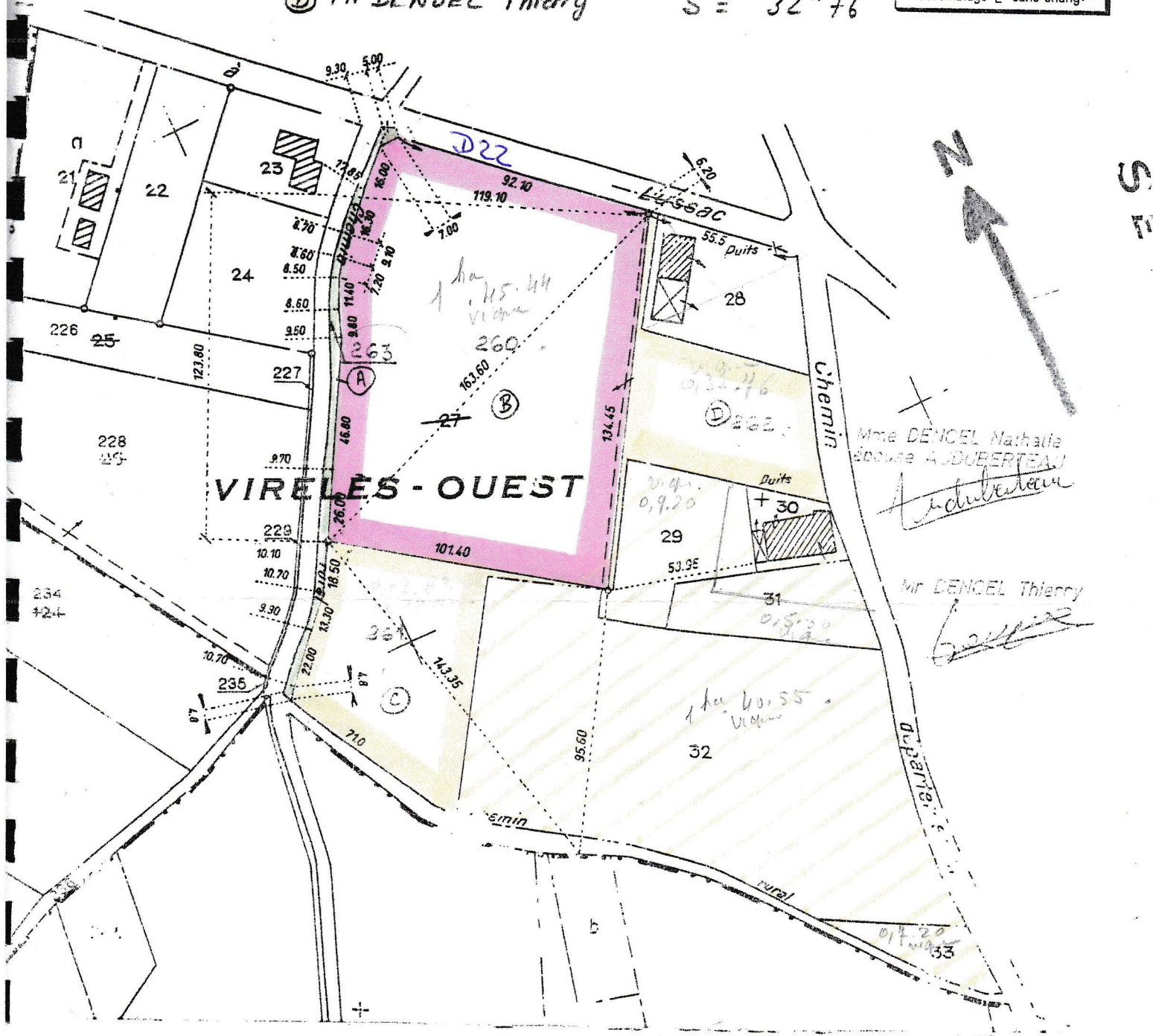
S = 32°76

6462 T

anc. Mod. 30 Cad.  
(Sept. 1970)

N° d'ordre  
du document  
d'arpentage **299 F.**

Tableau  
d'assemblage [ à modifier <sup>(1)</sup>  
sans changt <sup>(1)</sup>



# CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés<sup>(1)</sup>, a été établi

A - d'après les indications qu'ils ont fournies au bureau<sup>(1)</sup>

B - en conformité d'un piquetage effectué sur le terrain<sup>(1)</sup>

C - d'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le **10 Juillet 1997**  
par M. **J.P. LAVILLE**, géomètre à **COUTRAS**<sup>(1)</sup>

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

**MARANSIN**

le **10 Juillet 1997**

Pour la COMMUNE de MARANSIN, le **10 Juillet 1997**  
Mr le Maire **Jean-Marie DENOEL** Mr DENOEL André Thierry

Document d'arpentage dressé  
par M. **J.P. LAVILLE**

**géomètre-expert**...

**3, rue Jean. Jaures<sup>(2)</sup>**

à **COUTRAS**...

Date: **10 Juillet 1997**...

Signature:



Extrait du plan minute établi  
par le Bureau du Cadastre<sup>(1)</sup>,  
par la personne agréée dans  
les bureaux du Cadastre.  
N° d'ordre au registre de consti-  
tation des droits: **31/4162**  
cachet du Service d'origine:

**CENTRE DES IMPÔTS FONCIERS  
DE LIBOURNE  
SERVICE DU CADASTRE**  
6, rue Paul Bert  
B.P. 228  
**33505 LIBOURNE CEDEX**

(1) Rayer les mentions inutilisées. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une expertise (selon rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les piquetages effectués eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre-expert, inspecteur, géomètre ou technicien agréé du Cadastre).

Révision de la Carte Communale de Maransin

Réponses au procès-verbal issu de la procédure d'Enquête Publique

Obs. N°	Requérant	Objet	Avis technique préalable	Documents modifiés
C n°1	Monsieur DENOEL  Thierry	<p>Par ce courrier, il demande que sa parcelle BE 262 qu'il considère comme dent creuse soit intégrée en zone U tout comme la partie supérieure de la parcelle BE 32. Ces parcelles sont actuellement classées en zone N. Il fait remarquer que ses parcelles ne sont pas concernées par des zones humides alors que certaines parcelles prévues en zone U sont identifiées en zone humide.</p>	<p>Il est rappelé que dans le cadre des contraintes pesant sur la révision de la carte communale, la commune de Maransin pourrait bénéficier d'une enveloppe d'environ 18.000 m2 dont près de 5.000m2 ont déjà été consommés, soit un solde de 13.000m2 à urbaniser pour les 10 années à venir.</p> <p>La superficie de la parcelle BE 262 est de 3.276 m2.</p> <p>La superficie de la parcelle B32 est de 14.055 m2.</p> <p>La demande de Monsieur Denoël porte donc sur une superficie totale d'environ 17.331 m2 à comparer à la superficie de 13.000 m2 rappelée ci-avant.</p> <p>Si la parcelle BE 262 peut effectivement être considérée comme une « dent creuse » car elle est entourée de constructions existantes sur deux de ses mitoyennetés, ce n'est pas le cas de la parcelle BE 32.</p> <p>S'il est vrai que les zones humides pourraient venir impacter le projet de développement communal, ce qui pourrait amener à revoir le périmètre d'extension communal, notamment au sud-ouest de l'Eglise, une étude complémentaire (société Artifex) a été</p>	



			<p>réalisée de laquelle il ressort que la surface de zones humides identifiées par les deux critères au sein du site d'étude et de son aire d'étude immédiate est d'environ de 1,42 ha sur un total de 2,81 ha.</p> <p>Sous réserve que le projet communal soit réellement impacté par l'existence de cette zone humide et sous réserve que la parcelle BE 262 ne soit pas classée en zone humide, l'urbanisation partielle de la parcelle BE 262 pourrait palier partiellement le retrait de constructibilité sur d'autres secteurs de la commune en raison du caractère humide des sols.</p> <p><b>Avis technique préalable favorable sur une partie de la parcelle BE 262.</b></p>	
N°1 R- MAR	<b>Madame Marie Claire BATARD</b>	<p>1) "J'ai lu que la commune donnait la priorité à l'agriculture. C'est bien à condition d'autoriser les constructions nécessaires à l'activité agricole (type hangars,...)</p> <p>2) L'agriculture est en perte de vitesse actuellement, elle n'est plus rentable et il n'y a pas de jeunes qui s'installent dans notre région. Les agriculteurs de notre commune sont prêts à prendre leur retraite. Que vont devenir leurs terrains ? Je pense qu'il faudrait réfléchir à des possibilités de reconversion des terres, notamment avec le photovoltaïque, les éoliennes...</p> <p>3) La commune manque d'aménagements sécurisés des routes pour les piétons et vélos".</p>	<p>1) Les constructions agricoles sont autorisées en zone N de la Carte Communale.</p> <p>2) Les difficultés rencontrées par une filière agricole durant une période donnée n'enlèvent pas pour autant la valeur agronomique des sols pour d'autres types de filières agricoles. En soit, cela ne peut justifier de revoir le caractère agricole des sols en l'absence de projets concrets.</p> <p>En tout état de cause, dans le cadre de l'élaboration du PLUI et de son volet PADD (Projet d'Aménagement et Développement Durables, la communauté d'agglomération du Libournais s'est positionnée, à travers la volonté intercommunale, contre le déploiement de mats de production d'énergie éolienne sur la partie nord de La Calvi, en priorisant les espaces déjà</p>	



			<p>artificialisés ou dégradés (friches industrielles ou commerciales , toitures existantes, ombrières...), mais sans exclure telle ou telle solution technique (sur plan d'eau comme à Les Peintures). En milieu rural, la recherche d'une bonne acceptabilité citoyenne des projets devra être visée.</p> <p>3) C'est ce qui justifie en grande partie la révision de la Carte Communale. Le nouveau document d'urbanisme vise ainsi à privilégier les zones urbaines dans les secteurs où la sécurisation des usagers sera possible.</p> <p>Il est rappelé que dans le cadre des contraintes pesant sur la révision de la carte communale, la commune de Maransin pourrait bénéficier d'une enveloppe d'environ 13.000 m2 à urbaniser pour les 10 années à venir.</p> <p>La superficie de la parcelle BH 176 est de 7.437 m2. Cette superficie est à comparer à la superficie totale de 13.000 m2 rappelée ci-avant.</p> <p>Au mieux de notre connaissance La parcelle n°176 ne dispose pas d'une entrée ou d'une sortie sur la route départementale qui aurait été autorisée par les services compétents. En disposerait-elle, cette parcelle ne constituerait pas une « dent creuse » et se situe en extension d'urbanisation d'une partie excentrée du bourg. Le projet communal vise justement à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus proche de la zone agglomérée du bourg.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable.</b></p>
N°2 R- MAR	<p><b>Madame GUDET-BERBIALE</b></p> <p><b>Liliane</b></p>	<p><i>"Je sollicite les services de l'urbanisme de la CALI afin que ma parcelle N°176 située à 3 Le GAIL à Maransin soit classée en zone constructible afin d'y construire une maison.</i></p> <p><i>Par ailleurs, les parcelles jouxtant la mienne sont devenues constructibles ces dernières années. L'entrée ou sortie est déjà existante sur la route départementale. Il n'y aura donc aucune modification à apporter."</i></p>	

<p>N°3 R- MAR</p>	<p><b>Monsieur Jean François DUMONT</b></p>	<p><i>"Propriétaire des parcelles cadastrées lieudit Beaucaillat section BE N° 77-281- 278, contenance 5622m². Ces parcelles jusqu'à présent constructibles, je sollicite les services de l'urbanisme de la CALI afin qu'elles le demeurent. Ces parcelles peuvent être estimées comme "dent creuse". En effet il y a des constructions en amont et en aval de mes parcelles."</i></p> <p>Accéder favorablement à cette demande reviendrait à accepter d'autres demandes, tout aussi légitimes, dans d'autres secteurs de la commune et donc à ne plus maîtriser la stratégie de développement portée par la commune. Il est par ailleurs rappelé que le projet communal doit être compatible avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Cali en ce qui concerne le nombre de logements à mettre sur le marché dans les toutes prochaines années. La Carte Communale ne peut donc déployer une offre foncière surévaluée en matière de terrains constructibles.</p>	<p>Il est rappelé que dans le cadre des contraintes pesant sur la révision de la carte communale, la commune de Maransin pourrait bénéficier d'une enveloppe d'environ 13.000 m² à urbaniser pour les 10 années à venir.</p> <p>La superficie de la parcelle BE 77 est de 492 m², celle de la parcelle BE 281 est de 855 m² et celle de la parcelle BE 278 est de 4.275 m².</p> <p>La demande de Monsieur Dumont porte donc sur une superficie totale de 5.622 m² à comparer à la superficie de 13.000 m² rappelée ci-avant.</p> <p>Il est à préciser que la parcelle 77 est constituée d'une ruine et l'ensemble du foncier demandé constitue de fait une coupure d'urbanisation au caractère humide de plus de 5 000 m². Par ailleurs, la desserte via la voie communale paraît difficile au regard d'une emprise publique limitée sur ce secteur de la commune.</p> <p>Le projet communal vise justement à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus proche de la zone agglomérée du bourg pour améliorer les logiques de desserte sécurisée. Cela a conduit au choix de ne plus mettre en zone urbaine les villages de Beaucaillat et de Grugier Une réponse favorable à cette demande mettrait en cause le choix stratégique de la commune d'apporter le maximum de services aux nouveaux habitants de manière sécurisée et donc d'éviter autant que possible les déplacements malgré le</p>
---------------------------	---	---	---

			caractère rural de la commune et conduirait dans un souci d'équité à accepter d'autres demandes dans d'autres secteurs de la commune et donc à ne plus maîtriser la stratégie de développement portée par la commune.	
N°4 R- MAR	<b>Monsieur SEYNAT</b> honoraire de Maransin)	<b>James</b> (maire de Maransin)	<p><b>Avis technique préalable défavorable.</b></p> <p>Nous renvoyons à la lecture du rapport de présentation du projet de révision de la Carte Communale qui explique les raisons qui amènent la commune à revoir fondamentalement le projet communal ancien.</p> <p>La révision de la Carte Communale doit s'inscrire dans un nouveau cadre réglementaire, plus contraignant.</p> <p>Indépendamment de ces éléments de réponse, il convient de constater que les terrains auxquels Monsieur Seynat fait référence sont en quasi-totalité situés en zone humide.</p>	
N°5 R- MAR	<b>Madame AUDUBERTEAU</b>	<b>Nathalie</b>	<p>Madame Auduberteau me remet un courrier enregistré sous l'observation N°5 (ce courrier est joint à ce procès-verbal en PJ N°2) "La commune de Maransin est en révision PLU. Je vous adresse ce courrier afin de demander que ma parcelle N° BE 260 très proche du bourg et de zones déjà urbanisées soit basculée en terrain constructible. J'ai déjà envoyé au maire une lettre recommandée avec accusé de réception le 13 octobre 2020 lui signifiant ma demande. La vigne a été arrachée en mars 2021. J'ai assisté à une réunion d'information organisée par la commune pour la révision du PLU. Je pense que ma parcelle requière toutes les conditions : proche du bourg, accès eau-électricité, déjà desservie par une route et un chemin rural et en zone non inondable. Si ce n'est pas le cas je souhaiterais avoir par écrit les raisons du refus."</p> <p>Il est rappelé que dans le cadre des contraintes pesant sur la révision de la carte communale, la commune de Maransin pourrait bénéficier d'une enveloppe d'environ 13.000 m<sup>2</sup> à urbaniser pour les 10 années à venir.</p> <p>La superficie de la parcelle BE 260 est de 14.544m<sup>2</sup> à comparer à la superficie de 13.000 m<sup>2</sup> rappelée ci-avant.</p> <p>Le projet communal vise justement à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus</p>	

		<p>proche de la zone agglomérée du bourg pour améliorer les logiques de desserte sécurisée. Autoriser une urbanisation supplémentaire sur cette parcelle de plus de 14.000 m² reviendrait à remettre en cause le projet communal qui vise à concentrer l'urbanisation autour du bourg, sur la rive nord de la RD22. Il s'agit d'apporter le maximum de services aux nouveaux habitants de manière sécurisée et donc d'éviter autant que possible d'amener trop d'habitants à traverser la RD22.</p> <p>Si le positionnement géographique de cette parcelle peut légitimer la demande, en revanche, au regard de sa surface et de son positionnement, une définition en zone urbaine entraînerait pour la commune de revoir sa stratégie d'aménagement et des investissements importants de sécurisation. Ce qui n'est pas envisagé à ce jour.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable.</b></p>	
<p>N°6 R- MAR</p>	<p><b>Monsieur Éric Sicot</b></p>	<p>"Je me pose la question concernant les parcelles 169-170-204 qui sont classées en zone humide et donc protégées. Au regard de la nouvelle carte ces dernières passeraient en zone constructible. Sur quels critères vous êtes-vous appuyé pour ce changement de nature ?</p> <p>Il me semble qu'il y a de nombreuses parcelles en périphérie de zones déjà artificialisées qui mériteraient de passer constructibles et ce sans détruire des zones humides importantes à notre écosystème."</p>	<p>Des investigations complémentaires ont en effet été réalisées desquelles il ressort que la surface de zones humides identifiées par les deux critères au sein du site d'étude et de son aire d'étude immédiate est d'environ 1,42 ha sur un total de 2,81 ha.</p> <p>La Carte Communale devra intégrer un périmètre de zone U ajusté, en tant que de besoin, pour éviter dans toute la mesure du possible d'impacter les zones humides identifiées. L'objectif est bien d'éviter de détruire les zones humides</p>

			identifiées ou à défaut de réduire les impacts sur des zones humides.	
N°7 R- MAR	Docteur MORAUD  Hugues	<p>Le Dr MORAUD, afin de pérenniser l'attractivité de la commune, estime qu'il serait judicieux de réserver des terrains constructibles qui aient une visibilité commerciale. Il estime que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le découpage actuel favorise le "repli sur soi" et ne privilégie aucune perspective dans le futur,</li> <li>• Le développement des commerces et services passent par la création d'une zone commerciale rurale en accès direct sur la D22,</li> <li>• Les parcelles "hautes" doivent être constructibles et réservées pour pérenniser les offres de service, à savoir les parcelles 260-262.</li> </ul> <p>Plutôt que de développer le nord de la commune il serait plus judicieux de développer le sud et donc inclure les parcelles 20-21-22-23-24-226-228-261-29-30-31-32.</p>	<p>Monsieur Moreau propose de rendre constructibles les parcelles BE 260-262. BE 20, 21, 22, 23, 24, 29, 30, 31, 32, 228 et 261 soit au total 7,11 ha.</p> <p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha ci-avant rappelée.</p> <p>Le projet communal vise justement à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus proche de la zone agglomérée du bourg pour améliorer les logiques de desserte sécurisée.</p> <p>Il s'agit d'apporter le maximum de services aux nouveaux habitants de manière sécurisée et donc d'éviter autant que possible d'amener des d'habitants à traverser la RD22.</p> <p>Il est par ailleurs rappelé que le projet communal doit être compatible avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Cali en ce qui concerne le nombre de logements à mettre sur le marché dans les toutes prochaines années. La Carte Communale ne peut donc déployer une offre foncière surévaluée en matière de terrains constructibles.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable, hormis pour la parcelle 262 (partiellement).</b></p>	

N°8 R- MAR	<p><b>Madame Eliette PETITJEAN DECELIS</b></p> <p>Madame PETITJEAN DECELIS, propriétaire des parcelles 274,275,276,277,278,279,280,281,398, sollicite La CALI afin que ses parcelles <b>280, 398</b> dans le prolongement de la 280 et <b>274</b> dans le prolongement de la 280 soient constructibles.</p>	<p>Madame Petitjean-Decelis propose de rendre constructible les parcelles AS 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, et 398 soit pour l'ensemble de ces parcelles une superficie de 3,49 ha.</p> <p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha pour l'ensemble de la commune et pour les 10 années à venir ci-avant rappelée.</p> <p>La demande concerne des parcelles situées en périphérie Est de Grugier. Il a été fait le choix de ne pas accroître le caractère constructible de ce village en réponse à la dangerosité de la circulation qui s'y est intensifiée ces dernières années. Cela est notamment indiqué en page 235 du rapport de présentation.</p> <p>Le projet communal visant à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus proche de la zone agglomérée du bourg pour améliorer les logiques de desserte sécurisée il n'est pas possible d'accéder à la demande de Madame Madame Petitjean-Decelis.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable</b></p>	
N°9 R- MAR	<p><b>Monsieur et Madame Jacques MOINE</b></p> <p>Mr et Mme MOINE propriétaires des parcelles N°36-169-176 section BC, sollicitent la Cali afin que dans la nouvelle carte communale elles soient reprises en zone U.</p>	<p>Monsieur et Madame Moine sollicitent la reprise en zone constructible de leurs terrains cadastrés BC 36, 169 et 176, soit pour l'ensemble de ces parcelles une superficie de 4.507 m2.</p>	

		<p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha pour l'ensemble de la commune et pour les 10 années à venir ci-avant rappelée.</p> <p>Le projet communal vise à rapprocher le plus possible l'urbanisation future des espaces plus denses et plus proche de la zone agglomérée du bourg pour améliorer les logiques de desserte sécurisée.</p> <p>Cela a conduit au choix de ne plus mettre en zone urbaine les villages de Beaucaillat et de Grugier. Une réponse favorable à cette demande remettrait en cause le choix stratégique de la commune d'apporter le maximum de services aux nouveaux habitants de manière sécurisée et donc d'éviter autant que possible les déplacements malgré le caractère rural de la commune.</p> <p>Accéder favorablement à cette demande reviendrait à accepter d'autres demandes, tout aussi légitimes, dans d'autres secteurs de la commune et donc à ne plus maîtriser la stratégie de développement portée par la commune. Il est par ailleurs rappelé que le projet communal doit être compatible avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat de la Cali en ce qui concerne le nombre de logements à mettre sur le marché dans les toutes prochaines années. La Carte Communale ne peut donc déployer une offre foncière surévaluée en matière de terrains constructibles.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable</b></p>
--	--	---

N°10 R- MAR	<b>Monsieur Robert BESCON et Madame DUPUY Marie Claire</b>	<p>Propriétaires des parcelles N° 183,184,208, section BC, ils sollicitent les services de l'urbanisme et les élus de Maransin afin qu'elles soient incorporées en zone constructible dans la nouvelle carte communale révisée.</p>	<p>Monsieur Bescon et Madame Dupuy sollicitent l'incorporation en zone constructible de leurs terrains cadastrés BC 183, 184 et 208 soit pour l'ensemble de ces parcelles une superficie de 4.960 m2.</p> <p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha pour l'ensemble de la commune et pour les 10 années à venir ci-avant rappelée.</p> <p>Les arguments sont les mêmes que pour l'observation précédente. Il peut toutefois être indiqué que les parcelles évoquées sont déjà bâties. La zone N de la Carte Communale permettra de gérer les constructions existantes, notamment en autorisant les extensions, annexes et piscines.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable</b></p>	
N°11 R- MAR	<b>Monsieur et Madame BERNESCU Bernard et Annie</b>	<p>Mr et Mme Bernescut sont propriétaires des parcelles 27-380-384-386-388, incluses selon eux entre des maisons et à proximité de la canalisation d'eau et de la ligne électrique, souhaitent que leurs parcelles soient classées en zone à urbaniser. Elles n'ont plus aucune vocation agricole et leurs filles souhaiteraient bénéficier d'une autorisation de faire construire.</p>	<p>Monsieur et Madame Bernescut souhaitent le classement en zone constructible de leurs terrains cadastrés AB 27, 380, 384, 386 et 388 soit pour l'ensemble de ces parcelles une superficie de 16.616 m2.</p> <p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha pour l'ensemble de la commune et pour les 10 années à venir ci-avant rappelée.</p> <p>Toutes ces parcelles sont situées sur des espaces, certes ayant connu l'implantation ancienne de constructions</p>	



			<p>et de manière diffuse, mais également de manière éloignée du centre-bourg.</p> <p>Par ailleurs, aucun des secteurs concernés ne répondent aux critères du SCoT du Grand Libournais permettant d'identifier des espaces agglomérés (page 225 du rapport de présentation).</p> <p>Accéder favorablement à cette demande reviendrait à accepter d'autres demandes, tout aussi légitimes, dans d'autres secteurs de la commune et donc à ne plus maîtriser la stratégie de développement portée par la commune.</p> <p>La présence des réseaux ne peut à elle seule justifier de la mise en constructibilité des terrains.</p> <p><b>Avis technique préalable défavorable</b></p>	
N°12 R- MAR	<p><b>Monsieur et Madame CHEVRIER Patrick</b></p>	<p>Mr et Mme Chevrier désirent que leurs parcelles BA 363, 365, 367, 368, 369 soient reconnues en zone à bâtir sur une profondeur d'une quarantaine de mètres.</p>	<p>Monsieur et Madame Chevrier désirent que ces parcelles soient reconnues en zone constructibles, soit pour l'ensemble de ces parcelles une superficie de 30.348 m<sup>2</sup>.</p> <p>Cette superficie est à comparer à celle de 1,3 ha pour l'ensemble de la commune et pour les 10 années à venir ci-avant rappelée.</p> <p>Pour les parcelles 369, 365, 368 et 367, accéder favorablement à cette demande reviendrait à poursuivre le développement linéaire le long de la route départementale RD22, ce qui n'est pas concevable dans une logique de rationalisation et de mutualisation des réseaux. Il convient par ailleurs pour des raisons de sécurité de limiter la</p>	

		<p>multiplication des accès individuels sur la route départementale.</p> <p>Pour la parcelle 363, qui pourrait être intégré dans un espace déjà urbanisé, un arbitrage mériterait d'être posé au regard notamment des surfaces qui pourraient être supprimées au niveau du centre-bourg en raison du caractère humide des terrains. Cette parcelle pourrait constituer un potentiel pour 2 maisons avec l'idée d'une mutualisation de l'accès à opérer en s'appuyant sur la construction existante sur la parcelle 362.</p> <p>Sous réserve que le projet communal soit réellement impacté par l'existence de cette zone humide et sous réserve que la parcelle 363, ne soit pas classée en zone humide, l'urbanisation de la parcelle 363 pourrait palier partiellement le retrait de constructibilité sur d'autres secteurs de la commune en raison du caractère humide des sols"</p> <p><b>Avis technique préalable favorable pour la parcelle 363</b></p>	
N°E-001	<p><b>Société Aden</b></p>	<p><i>Je suis François Chappé, chef de projet Energies Renouvelables pour la société ADEN, bureau d'étude spécialisé dans l'aménagement des ENR sur le territoire français en partenariat avec notre partenaire énergétique Kallista Energy</i></p> <p><i>Je me permets de vous contacter car je souhaite vous déclarer que je suis actuellement en train de développer un projet agrivoltaïque sur la commune de Maransin. En effet depuis mars 2022 j'étudie la possibilité de réaliser une centrale agrivoltaïque sur des terres agricoles.</i></p> <p><i>Etant en échange permanent avec la commune de Maransin je profite de cette révision de la carte communale de Maransin pour vous faire part de ce développement.</i></p>	<p>Il est pris note de cette observation qui ne paraît pas poser de problème dans l'hypothèse où il s'agit bien d'un projet agrivoltaïque se situant sur une zone N de la Carte Communale et A du futur PLUi.</p> <p>Il revient au porteur de projet de mener toutes les études nécessaires à la réalisation de son projet.</p>

		<p>Les parcelles concernées sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. AZ 149</li> <li>2. AZ 146</li> <li>3. AZ 59</li> <li>4. AZ 95</li> <li>5. AZ 103</li> <li>6. AZ 102</li> </ol>	
<p><b>Interrogations de la MRAe et des PPA</b></p>	<p>1) Choix des zones ouvertes à l'urbanisation</p> <p>La MRAe ainsi que des personnes publiques associées attirent l'attention de la collectivité sur les zones U envisagées et mettent en exergue certains points de vigilance et tout particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'inclusion dans la zone urbaine U des sites du « Gail Est » et du « Bourg », bien que concentrés autour du bourg, compte tenu de leurs fonctions de <b>réservoirs biologiques</b> (réservoirs de biodiversité caractérisés notamment par des habitats humides).</li> </ul> <p>La MRAe estime nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'analyser les alternatives d'urbanisation et les incidences qui en découlent.</li> </ul> <p>Le Service Accompagnement Territorial - Unité Aménagement du Libournais et Haute Gironde</p> <p>Estime qu'une délimitation plus précise des zones humides mériterait d'être affinée et permettrait peut-être d'éviter une atteinte à ces zones.</p> <p>La CDPENAF</p> <p>Elle note la présence de zones humides dans les secteurs concernés par le projet de carte communale qui nécessiteront, au stade des projets, une mise en œuvre des mesures d'évitement-réduction-compensation.</p> <p>Des alternatives d'urbanisation permettant d'éviter ces secteurs à enjeux peuvent-elles être envisagées ?</p> <p>Dans le cas contraire quelles en sont les raisons ?</p>	<p>Il est précisé que la commune de Maransin, à l'appui de ces observations, a mandaté un autre bureau d'études en environnement pour affiner la délimitation des zones humides (cabinet Artifex rapport rendu le 4 avril 2024).</p> <p>Il ressort des conclusions de cette étude (page 21) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o une absence d'habitats caractéristiques de zones humides ;</li> <li>o La présence de sols hydromorphes caractéristiques de zones humides.</li> </ul> <p>Sur la base de ces nouvelles expertises techniques, une précision et réduction des zones urbaines de la Carte Communale seraient à envisager. Il s'agit d'éviter les impacts possibles avec les zones humides.</p> <p>Ce point justifie la porte ouverte, raisonnablement, à des alternatives de nouveaux terrains qui resteraient compatibles avec le projet communal de concentrer l'urbanisation future autour du bourg.</p>	

	<p><b>Questions commissaire enquêteur</b></p> <p><b>du</b></p>	<p>1 - Ressources en eau :</p> <p>Même si le rapport de présentation indique que la ressource en eau est compatible avec l'évolution démographique envisagée, le Service Accompagnement Territorial - Unité Aménagement du Libournais et Haute Gironde, estime que selon la réponse apportée, <b>la suffisance de la ressource en eau n'est pas démontrée</b> de manière globale. Les éléments du dossier ne permettent pas de s'assurer que la ressource en eau sera suffisante au regard des potentiels d'accueil prévus par le SCoT sur les 14 communes couvertes par le syndicat.</p> <p>2 - Consommation d'espace :</p> <p>Selon le rapport de présentation, entre 1,75 et 8 hectares ont été consommés entre 2009 et 2021. Il résulte de ces analyses qu'au cours des 10 dernières années, 2,41 hectares ont été urbanisés, dont 1,75 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers.</p> <p>Pour information :</p> <p>Une autre étude (Source Mon diagnostic artificialisation) indique que sur la période, de 2011 à 2022, la consommation d'espaces s'est élevée à 5,01 hectares. Selon cette étude la consommation d'espace d'ici à 2031 devrait tendre vers une surface de 3,15 hectares environ. Compte tenu des écarts importants entre les différentes statistiques, les chiffres sont-ils en cohérence avec la trame du PLUi en cours d'élaboration ?</p> <p>3 - Logements vacants</p> <p>La MRAe recommande de déduire les logements vacants mobilisables (parmi les 26 identifiés) afin de déterminer les logements supplémentaires à construire et de présenter la méthode retenue pour évaluer le nombre de logements réalisables en « intensification urbaine ».</p> <p>Selon les élus, le nombre de logements vacants, repris dans le rapport, ne semble pas cohérent et répondre à la réalité. Ces chiffres peuvent-ils être actualisés afin de déterminer avec plus de précision le nombre de logements à construire ?</p>	<p>1 – Sur la ressource en eau potable, les données plus récentes du niveau de prélèvement d'eau potable (année 2023) sont plus favorables au développement des communes. Les nouveaux chiffres pourront être indiqués lors de la finalisation du dossier.</p> <p>2 – Il y a bien une cohérence de fond entre le travail mené sur la Carte Communale et la déclinaison en cours du PLUi-HD de la Cali. Ainsi, l'objectif est de reconduire les choix de la commune de Maransin exprimées dans la Carte Communale, au sein du futur PLUi avec l'avantage de bénéficier d'outils réglementaires plus précis pour appuyer le projet communal.</p> <p>3 – Comme indiqué page 25 du rapport de présentation, l'identification du nombre de logements vacants a été affiné grâce au travail des élus. La part de logements vacants est donc non significative à l'échelle du parc de logements (2,36). A ce titre, il nous paraît peu opportun de faire peser de déduire la vacance résiduelle du nombre de logements à mettre sur le marché car il s'agit souvent d'une vacance « lourde » avec des logements qui ne peuvent pas être remis sur le marché rapidement sans un travail de rénovation important.</p>	
--	--	---	--	--

**SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 2020**

PJ N°1

**2020-12-293 – 1/3**

**Nombre de conseillers composant le Conseil Communautaire : 78**

**Nombre de conseillers communautaires en exercice : 78**

**Date de convocation : 09/12/2020**

L'an deux mille vingt , le seize décembre à 18 H 00, le Conseil communautaire s'est réuni, en la Salle Pierre Malville à Vayres, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

**Présents :**

Philippe BUISSON, Président, Jacques LEGRAND, Vice-Président, Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente, Patrick MERCIER, Vice-président, Hervé ALLOY, Vice-président, Jean-Philippe LE GAL, Vice-Président, Laurent DE LAUNAY, Vice-président, Chantal GANTCH, Vice-présidente, Jean-Luc LAMAISON, Vice-président, Sébastien LABORDE, Vice-président, David REDON, Vice-Président, Thierry MARTY, Vice-Président, Stéphanie DUPUY, Vice-présidente, Alain JAMBON, Vice-président, Jean-Luc DARQUEST, Conseiller délégué, Bernard GUILHEM, Conseiller délégué, Brigitte NABET-GIRARD, Conseillère déléguée, Denis SIRDEY, Conseiller délégué, Jean Claude ABANADES, Conseiller délégué, Michel MASSIAS, Conseiller délégué, Jean-Pierre ARNAUD, Michelle AUTIER, Jean-Luc BARBEYRON, Armand BATTISTON, Joachim BOISARD, Renaud CHALLENGEAS, Marianne CHOLLET, Mireille CONTE-JAUBERT, Jérôme COSNARD, Jean Louis D'ANGLADE, Philippe DURAND-TEYSSIER, Lionel GACHARD, Christophe GALAN, Christophe GIGOT, Patrick HUCHET, Patrick JARJANETTE, Fabienne KRIER, Bruno LAVIDALIE, David MESNIER, Jocelyne LEMOINE, Gonzague MALHERBE, Frédéric MALVILLE, Pierre MALVILLE, David RESENDÉ, Jean-Jacques TALLET, Rachel VAUNA, Jean-Philippe VIRONNEAU

**Absents :**

Michel MILLAIRE, Hélène ESTRADÉ, Marie-Noëlle LAVIE, Odile LUMINO, Edwige NOMDEDEU, Alain PAIGNE, Charles POUVREAU, Anne-Marie PRIEGNITZ, Christophe-Luc ROBIN

**Absents excusés ayant donné pouvoir de vote:**

Eveline LAVAURE-CARDONA pouvoir à Patrick JARJANETTE, Laurent KERMABON pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Jean Louis ARCARAZ pouvoir à Sébastien LABORDE, Gabi HOPER pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Marie-Sophie BERNADEAU pouvoir à Thierry MARTY, Sophie BLANCHETON pouvoir à Patrick HUCHET, Didier CAZENAVE pouvoir à Michel MASSIAS, Sandy CHAUVEAU pouvoir à Denis SIRDEY, Eléna DECOLASSE pouvoir à Jean Claude ABANADES, Julie DUMONT pouvoir à Philippe BUISSON, Philippe GIRARD pouvoir à Laurent DE LAUNAY, Michèle LACOSTE pouvoir à Brigitte NABET-GIRARD, Pierre-Jean MARTINET pouvoir à Chantal GANTCH, Gérard MOULINIER pouvoir à Patrick JARJANETTE, Paquerette PEYRIDIEUX pouvoir à Armand BATTISTON, Laura RAMOS pouvoir à Jérôme COSNARD, Laurence ROUEDE pouvoir à Philippe BUISSON, Baptiste ROUSSEAU pouvoir à Thierry MARTY, Agnès SEJOURNET pouvoir à Denis SIRDEY, Marie-Claude SOUDRY pouvoir à Fabienne FONTENEAU, Josette TRAVAILLOT pouvoir à Jean-Luc LAMAISON, Michel VACHER pouvoir à Chantal GANTCH

-----  
Madame Fabienne FONTENEAU a été nommée secrétaire de séance  
-----

# DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME

## PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE MARANSIN

Envoyé en préfecture le 18/12/2020 – 2/3  
Reçu en préfecture le 18/12/2020  
Affiché le  
ID : 033-200070092-20201216-2020\_12\_293-DE

Sur proposition de Monsieur Jacques LEGRAND, 1<sup>er</sup> Vice-président en charge du développement touristique et de l'Urbanisme,

Vu la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et notamment son article 6 portant sur la tenue des organes délibérants,

Vu la loi n°2000-1208 du 13/12/2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains,

Vu le décret n° 2001-260 du 27/03/2001 relatif aux documents d'urbanisme,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5216-5,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 101-1 à L. 101-3, L. 104-2, L. 132-1 et suivants, L. 163-3 à L. 163-8, R. 161-1 à R. 163-6, R. 132-1 et suivants,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération du Pôle Territorial du Grand Libournais en date du 6 octobre 2016 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Libournais en date du 17 octobre 2019 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2018-2023,

Vu la délibération d'approbation de la carte communale en date du 7 avril 2006,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 13 novembre 2020 demandant à La CALI de prescrire la révision de la carte communale

Vu la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire et notamment son article 6 portant sur la tenue des organes délibérants,

Considérant que la Commune de Maransin est une commune de la Communauté d'Agglomération du Libournais ;

Considérant que La Cali et la Commune de Maransin souhaitent se doter d'un bureau d'études pour les assister dans l'évolution de leur document d'urbanisme en vigueur

Considérant l'opportunité et l'intérêt pour La Cali de réviser la carte communale, outil de planification urbaine depuis l'entrée en vigueur de la loi SRU : la carte communale est un document opposable aux tiers, permettant de gérer les actes d'urbanisme sur le territoire.

Elle doit être approuvée, après enquête publique, conjointement entre M. le Préfet et Monsieur le président de La Cali.

Considérant que le Conseil municipal de la Commune de Maransin souhaite réviser son document d'urbanisme afin de :

- mettre en conformité la carte communale avec les lois Grenelle, ALUR et LAAF
- mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Libournais;
- permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités paysagères et culturelles de la commune ;
- accueillir la population dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain ;
- affirmer l'identité agricole, viticole et sylvicole de la commune ;
- maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune.

Vu l'avis de la commission urbanisme du 30 novembre 2020,

Vu l'avis du Bureau du 7 décembre 2020,

Après en avoir délibéré,  
Et à l'**unanimité** (69 conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil communautaire décide :

- de prescrire la révision de la carte communale sur l'ensemble du territoire de la commune de Maransin,
- de donner autorisation au président de la Cali pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision de la carte communale,
- de solliciter de l'État qu'une dotation soit allouée, au titre de la DGD (Dotation Globale de Décentralisation), à la collectivité pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision de la carte communale.
- que les crédits destinés au financement des dépenses seront inscrits au budget investissement de l'exercice considéré.
- de fixer les modalités de concertation de la façon suivante :
  - affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de La Cali et à la Mairie de Maransin
  - dossier disponible en Mairie (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au service urbanisme de La Cali (33 avenue de la Gare 33870 Vayres)
  - mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
  - possibilité d'écrire au Maire (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au Président de La Cali (42 rue Jules Ferry 33502 Libourne)

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de carte communale.

La Cali se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de La Cali et en mairie de Maransin durant un mois et d'une mention dans un journal régional ou local, diffusé dans le département et autorisé à faire passer les annonces légales, conformément à l'article R. 163-9 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Sous-préfet.

Certifié exécutoire compte tenu de la  
transmission en Sous-Préfecture  
et de la publication, le  
Fait à Libourne 18 décembre 2020

Le Président informe que la présente délibération  
peut faire l'objet d'un recours pour excès de  
pouvoir devant le Tribunal administratif de  
Bordeaux dans un délai de deux mois à compter  
de sa publication et de sa réception par le  
représentant de l'État

Le Président,  
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme  
Philippe BUISSON, Président  
de la Communauté d'Agglomération du  
Libournais



Envoyé en préfecture le 18/12/2020

Reçu en préfecture le 18/12/2020

Affiché le



ID : 033-200070092-20201216-2020\_12\_293-DE



## COMMUNE DE MARANSIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

PJ N°2

**Nombres de conseillers :**

En exercice : 13

Présents : 8

Votants : 10

L'an deux mil vingt-deux, le 20 octobre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de MARANSIN, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Bernard Bacci, Maire.

Date de convocation : 17 octobre

Présents : M. BACCI Mme AUTIER M. BLANCHET M. DELEU M. GARCEAU M. VERDIER (Pouvoir de Mme Mary) Mme GINET (Pouvoir de Mme Morel) M. SABOURDY

Absents excusés : Mme LAURENT Mme ARNAUD M. CHEVRIER Mme MOREL (Pouvoir à Mme Ginet) Mme MARY (Pouvoir à M. Verdier)

Secrétaire de séance : Mme AUTIER Michèle

N°2022-20-10-008

**Validation du projet de révision de la carte communale par le conseil municipal**

Monsieur le Maire rappelle à son conseil que la procédure de révision de la carte communale de Maransin a été engagée par une délibération communautaire en date du 16 décembre 2020 à la suite d'une délibération municipale de sollicitation en date du 13 novembre 2020.

Il s'agit aujourd'hui de valider le projet de carte communale.

Il rappelle les motifs de cette révision :

- Mettre en conformité la carte communale et notamment avec les lois Grenelle, ALUR et LAAF ;
- Mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Libournais ;
- Permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités paysagères et culturelles de la commune ;
- Accueillir la population dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain ;
- Affirmer l'identité agricole, viticole et sylvicole de la commune ;
- Maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune de Maransin.

Il rappelle également les enjeux identifiés et l'objectif défini par la commune :

Enjeux :

- Répondre à la difficulté de s'appuyer sur la carte communale actuelle qui concentre les réserves foncières urbanisables à Beaucaillat pour établir un projet de développement profitable à la vitalité du centre-bourg ;
- Répondre à la difficulté de s'appuyer sur la carte communale actuelle et ainsi de poursuivre le développement du village de Grugier au regard des faibles disponibilités foncières restantes, d'emprises publiques devenant limitées au regard de l'augmentation des usages, de la coupure(provisoire) de la voie communale en lien avec le bourg ;



- Répondre à la volonté communale de favoriser une dynamique de centre-bourg s'appuyant sur un renforcement de certaines fonctions tournées vers les domaines de la santé.
- Répondre à la volonté communale de s'inscrire dans une logique de complémentarité intercommunale en matière de services publics
- Répondre aux problématiques de mobilité et de sécurité des personnes en abandonnant une politique d'urbanisation hors bourg qui s'est traduite par une urbanisation en linéaire le long de routes départementales, générant des difficultés en termes de gestion ;
- Répondre à la question du coût des infrastructures et des réseaux (éclairage public, gestion des eaux publiques, gestion de l'assainissement)

#### Objectif politiques :

- La révision de la Carte Communale doit consister à recentrer les capacités d'urbanisation dans le secteur du Bourg

Le Projet de carte communale a fait l'objet d'une validation en conseil municipal du 20 octobre 2022 et s'est traduit en termes de zonage par :

- Le passage de zone NAF en zone U de 2,75 hectares ;
- Le passage de zone U en zone NAF de 36,20 hectares ;
- Le maintien en zone U de 17,07 hectares ;
- Le maintien en zone NAF de 2.913,89 hectares.

Monsieur le Maire rappelle à son conseil les modalités selon lesquelles la concertation s'est effectuée tout au long de la révision de la carte communale et il présente le bilan de cette concertation :

La commune de Maransin a organisé plusieurs réunions de travail sur l'élaboration de la carte communale avec les membres du conseil municipal et en présence du cabinet d'étude Métropolis. Ces réunions et discussions ont fait l'objet d'un compte rendu au conseil municipal versé aux procès-verbaux des conseils (soit les 11 septembre, 9 octobre, 13 novembre et 11 décembre 2020, les 15 janvier, 12 février, 12 mars, 10 mai, 9 juillet, 3 septembre, 8 octobre, 12 novembre et 3 décembre 2021 et les 14 janvier, 11 février, 11 mars, 16 mai, 12 septembre et 20 octobre 2022, soit au total 19 communications du groupe de travail).

Monsieur le Maire rappelle que ce sont tenus divers ateliers : le 24 septembre 2021 un atelier diagnostic socio-démographique et pédagogie préalable. Le 15 octobre 2021 un atelier diagnostic urbanisme, le 5 novembre 2021 un atelier diagnostic environnement et réseaux et le 26 novembre 2021, un atelier présentation du diagnostic et des enjeux aux personnes publiques associées.

Par ailleurs, 2 réunions publiques ont été organisées :

- Le 23 février 2022 pour présenter le cadre légal de la révision de la carte communale, quelques éléments clés du diagnostic, les paramètres à intégrer dans la révision de la carte communale
- Le 15 septembre 2022 pour présenter le projet de carte communale révisée, rappel de quelques éléments de diagnostic, du processus de construction de la nouvelle carte communale

La population a été tenue informée de cette réunion au travers des moyens de communication suivants :

- Site internet de la mairie ([www.mairie-.fr](http://www.mairie-.fr))
- Affichette en mairie ;
- Affichette à la pharmacie ;
- Affichette à la maison de santé ;
- Affichette à La Poste ;
- Affichette à l'épicerie ;
- Diffusion sur l'application Panneau Pocket - onglet Maransin
- Diffusion de l'information via le journal Sud-Ouest.
- Appel des personnes ayant manifesté un intérêt auprès de la commune.



La commune de Maransin a organisé également des réunions avec les Associations (PPA) en date du :

- 26 août 2021 pour le lancement de la procédure de révision de la carte communale ;
- Le 26 novembre 2021 pour présenter le diagnostic ;
- Le 26 août 2022 pour présenter le projet de carte communale révisée.

A travers ces réunions, les PPA ont pu suivre l'avancée du projet de carte communale et transmettre leurs remarques et requêtes qui ont été intégrées dans le dossier actuel

Plusieurs courriers concernant la révision de la carte communale étant arrivés en mairie avant le démarrage de la mission ils ont été pris en compte dans la réflexion conduite. Par ces courriers et ou demandes les auteurs sollicitaient l'inscription de leurs terrains actuellement en zone naturelle agricole ou forestière en zone urbanisable, soit que leurs terrains étaient en périphérie immédiate du bourg soit que ces terrains étaient selon leurs propriétaires en situation de « dent creuse ».

La concertation s'est tenue de manière continue durant toute la révision de la carte communale via les modalités de concertation mais également en répondant aux interrogations des administrés.

Les modalités de la concertation définies par la délibération de révision de la carte communale ont été mises en œuvre au cours de la démarche conformément aux principes de la délibération du 16 décembre 2020 :

- affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de La Cali et à la Mairie de Maransin
- dossier disponible en Mairie (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au service urbanisme de La Cali (33 avenue de la Gare 33870 Vayres)
- mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
- possibilité d'écrire au Maire (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au Président de La Cali (42 rue Jules Ferry 33502 Libourne)

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 101-1 à L.101-3, L. 103-2 à L. 103-6, L. 132-1 à L. 132-4, L. 151-1 et suivants, L. 152-1 et suivants, L. 153-1 et suivants, R. 132-1 et suivants ;

Vu la délibération communale en date du 13 novembre 2020 sollicitant la Cali de prescrire la révision de sa carte communale ;

Vu la délibération communautaire en date du 16 décembre 2020 prescrivant la révision de la carte communale de Maransin ;

Vu le bilan de la concertation présentée par Monsieur le Maire et annexé à la présente délibération, Vu le dossier de Carte communale ;

Considérant que le projet de carte communale est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à sa révision et à celles qui ont demandé à être consultées ;

Après en avoir délibéré le conseil municipal valide le projet de carte communale de la commune de Maransin tel qu'il est annexé à la présente.

Précise que le projet de révision de la carte communale sera communiqué aux services de la Cali pour être présenté au prochain conseil communautaire du 15 décembre 2022.

**VOTE** : Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0

**Adopté à l'unanimité**

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Ainsi fait et délibéré en séance publique, les jour, mois et an que dessus.

Pour Extraire conforme

Le 14 novembre 2022

P/Bernard Bacci

Michèle Autier 1<sup>ère</sup> adjointe



Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Envoyé en préfecture le 14/11/2022

Publié le

Reçu en préfecture le 14/11/2022

ID : 033-200070092-20221215-2022\_12\_294-DE

ID : 033-213302649-20221020-2022\_20\_10\_008-DE



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU LIBOURNAIS**

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

ID : 033-200070092-20221215-2022\_12\_294-DE

**SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2022**

**PJ N°3**

**2022-12- 294 – 1/4**

**Nombre de conseillers composant le Conseil Communautaire : 78**

**Nombre de conseillers communautaires en exercice : 77**

**Date de convocation : 07/12/2022**

L'an deux mille vingt deux, le quinze décembre à 18 H 00, le Conseil communautaire s'est réuni, en la salle de la Maison de l'Isle à Saint Denis de Pile, sous la présidence de Monsieur Philippe BUISSON

**Présents : 43**

Philippe BUISSON, Président, Jacques LEGRAND, Vice-Président, Fabienne FONTENEAU, Vice-présidente, Hervé ALLOY, Vice-président, Jean-Philippe LE GAL, Vice-Président, Laurent DE LAUNAY, Vice-président, Chantal GANTCH, Vice-présidente, Jean-Luc LAMAISSON, Vice-président, Eveline LAVAURE-CARDONA, Vice-présidente, Sébastien LABORDE, Vice-président, Laurent KERMABON, Vice-président, David REDON, Vice-Président, Stéphanie DUPUY, Vice-présidente, Alain JAMBON, Vice-président, Michel MILLAIRE, Conseiller délégué, Bernard GUILHEM, Conseiller délégué, Gabi HOPER, Conseillère déléguée, Denis SIRDEY, Conseiller délégué, Michel MASSIAS, Conseiller délégué, Mireille BERNEDE, Bernard BACCI, Armand BATTISTON, Joachim BOISARD, Pascal LELEU, Didier CAZENAVE, Renaud CHALLENGEAS, Marianne CHOLLET, Mireille CONTE-JAUBERT, Jean Louis D'ANGLADE, Philippe DURAND-TEYSSIER, Lionel GACHARD, Christophe GALAN, Philippe GIRARD, Patrick HUCHET, Patrick JARJANETTE, Michèle LACOSTE, Bruno LAVIDALIE, Marie-Noëlle LAVIE, David MESNIER, Jocelyne LEMOINE, Gérard MOULINIER, Paquerette PEYRIDIEUX, Jean-Philippe VIRONNEAU

**Absents : 16**

Patrick MERCIER, Jean-Luc DARQUEST, Jean Claude ABANADES, Marie-Sophie BERNADEAU, Sophie BLANCHETON, Sandy CHAUVEAU, Christophe DARDENNE, Christophe GIGOT, Monique JULIEN, Odile LUMINO, Gonzague MALHERBE, Pierre-Jean MARTINET, Edwige NOMDEDEU, Alain PAIGNE, David RESENDÉ, François TOSI

**Absents excusés ayant donné pouvoir de vote : 18**


Thierry MARTY pouvoir à Hervé ALLOY, Jean Louis ARCARAZ pouvoir à Sébastien LABORDE, Brigitte NABET-GIRARD pouvoir à Philippe GIRARD, Jean-Luc BARBEYRON pouvoir à Michel MILLAIRE, Jérôme COSNARD pouvoir à Alain JAMBON, Julie DUMONT pouvoir à Laurent KERMABON, Hélène ESTRADÉ pouvoir à Bernard BACCI, Fabienne KRIER pouvoir à Chantal GANTCH, Frédéric MALVILLE pouvoir à Laurent DE LAUNAY, Pierre MALVILLE pouvoir à Jacques LEGRAND, Laura RAMOS pouvoir à Marianne CHOLLET, Christophe-Luc ROBIN pouvoir à Marie-Noëlle LAVIE, Laurence ROUEDE pouvoir à Philippe BUISSON, Baptiste ROUSSEAU pouvoir à Jean-Philippe LE GAL, Agnès SEJOURNET pouvoir à Gabi HOPER, Marie-Claude SOUDRY pouvoir à Fabienne FONTENEAU, Josette TRAVAILLOT pouvoir à Michel MASSIAS, Michel VACHER pouvoir à David REDON

-----  
Madame Fabienne FONTENEAU a été nommée secrétaire de séance  
-----



# DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME

## VALIDATION DU PROJET DE CARTE COMMUNALE DE MARANSIN

Envoyé en préfecture le 19/12/2022 – 2/4  
Reçu en préfecture le 19/12/2022  
Publié le   
ID : 033-200070092-20221215-2022\_12\_294-DE

Sur proposition de Monsieur Jacques LEGRAND, Premier Vice-président en charge du Développement touristique et de l'Urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 101-1 à L.101-3, L. 103-2 à L. 103-6, L. 132-1 à L. 132-4, L. 151-1 et suivants, L. 152-1 et suivants, L. 153-1 et suivants, R. 132-1 et suivants ;

Vu la délibération de la commune de Maransin en date du 13 novembre 2020 sollicitant la Cali pour prescrire la révision de sa carte communale ;

Vu la délibération de La Cali en date du 16 décembre 2020 prescrivant la révision de la carte communale de Maransin ;

Vu le bilan de la concertation présentée par Monsieur le Vice-président et annexé à la présente délibération ;

Vu le dossier de Carte communale ;

Considérant que le projet de carte communale est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à sa révision et à celles qui ont demandé à être consultées ;

Considérant que la procédure de révision de la carte communale de Maransin a été engagée par une délibération en date du 16 décembre 2020 suite à une délibération municipale de sollicitation de la commune en date du 13 novembre 2020. Il s'agit aujourd'hui de valider le projet de carte communale. Il rappelle les motifs de cette révision :

- mettre en conformité la carte communale avec les lois Grenelle, ALUR (loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) et LAAF (loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt) ;
- mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Libournais ;
- permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités paysagères et culturelles de la commune ;
- accueillir la population dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain ;
- affirmer l'identité agricole, viticole et sylvicole de la commune ;
- maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune de rendre opérationnelle à court terme.

Considérant également les enjeux identifiés et les objectifs définis par la commune :

Enjeux :

- Répondre à la difficulté de s'appuyer sur la carte communale actuelle qui concentre les réserves foncières urbanisables à Beaucaillat pour établir un projet de développement profitable à la vitalité du centre-bourg ;
- Répondre à la difficulté de s'appuyer sur la carte communale actuelle et ainsi de poursuivre le développement du village de Grugier au regard des faibles disponibilités foncières restantes, d'emprises publiques devenant limitées au regard de l'augmentation des usages, de la coupure (provisoire) de la voie communale en lien avec le bourg ;
- Répondre à la volonté communale de favoriser une dynamique de centre-bourg s'appuyant sur un renforcement de certaines fonctions tournées vers les domaines de la santé ;
- Répondre à la volonté communale de s'inscrire dans une logique de complémentarité intercommunale en matière de services publics ;
- Répondre aux problématiques de mobilité et de sécurité des personnes en abandonnant une politique d'urbanisation hors bourg qui s'est traduite par une urbanisation en linéaire le long de routes départementales, générant des difficultés en termes de gestion ;
- Répondre à la question du coût des infrastructures et des réseaux (éclairage public, gestion des eaux publiques, gestion de l'assainissement)

Objectifs politiques :

- La révision de la Carte Communale doit consister à recentrer les capacités d'urbanisation dans le seul secteur du Bourg ;

Considérant que le projet de carte communale a fait l'objet d'une validation en conseil municipal du 20 octobre 2022 et s'est traduit en termes de zonage par :

- Le passage de zone NAF en zone U de 2,75 hectares ;
- Le passage de zone U en zone NAF de 36,20 hectares ;
- Le maintien en zone U de 17,07 hectares ;
- Le maintien en zone NAF de 2 913,89 hectares.

Considérant les modalités selon lesquelles la concertation s'est effectuée tout au long de la révision de la carte communale et le bilan de cette concertation :

- La commune de Maransin a organisé plusieurs réunions de travail sur l'élaboration de la carte communale avec les membres du conseil municipal et en présence du cabinet d'étude Métropolis. Ces réunions et discussions ont fait l'objet d'un compte rendu au conseil municipal versé aux procès-verbaux des conseils (soit les 11 septembre, 9 octobre, 13 novembre et 11 décembre 2020, les 15 janvier, 12 février, 12 mars, 10 mai, 9 juillet, 3 septembre, 8 octobre, 12 novembre et 3 décembre 2021 et les 14 janvier, 11 février, 11 mars, 16 mai, 12 septembre et 20 octobre 2022, soit au total 19 communications du groupe de travail).

Considérant la tenue de divers ateliers : le 24 septembre 2021 un atelier diagnostic préalable. Le 15 octobre 2021 un atelier diagnostic urbanisme, diagnostic environnement et réseaux et le 26 novembre 2021, un atelier présentation du diagnostic et des enjeux aux personnes publiques associées.

Considérant que par ailleurs, 2 réunions publiques ont été organisées :

- Le 23 février 2022 pour présenter le cadre légal de la révision de la carte communale, quelques éléments clés du diagnostic, les paramètres à intégrer dans la révision de la carte communale
- Le 15 septembre 2022 pour présenter le projet de carte communale révisée, rappel de quelques éléments de diagnostic, du processus de construction de la nouvelle carte communale

La population a été tenue informée de cette réunion au travers des moyens de communication suivants :

- Site internet de la mairie ([www.mairie-.fr](http://www.mairie-.fr)) ;
- Affichette en mairie ;
- Affichette à la pharmacie ;
- Affichette à la maison de santé ;
- Affichette à La Poste ;
- Affichette à l'épicerie ;
- Diffusion sur l'application Panneau Pocket - onglet Maransin
- Diffusion de l'information via le journal Sud-Ouest.
- Appel des personnes ayant manifesté un intérêt auprès de la commune. La commune de Maransin a organisé également des réunions avec les personnes publiques associées (PPA) en date du :
  - Le 26 août 2021 pour le lancement de la procédure de révision de la carte communale
  - Le 26 novembre 2021 pour présenter le diagnostic
  - Le 26 août 2022 pour présenter le projet de carte communale révisée

Considérant qu'à travers ces réunions, les PPA ont pu suivre l'avancée du projet de carte communale et transmettre leurs remarques et requêtes qui ont été intégrées dans le dossier actuel.

Plusieurs courriers concernant la révision de la carte communale étant arrivés en mairie avant le démarrage de la mission, ils ont été pris en compte dans la réflexion conduite (ces courriers concernaient essentiellement des demandes de propriétaires pour l'inscription de leurs terrains, actuellement en zone naturelle, agricole ou forestière, en zone urbanisable).

Considérant que par ailleurs, les modalités de concertation définies par la délibération de révision de la carte communale en date du 16 décembre 2020 ont été mises en œuvre :

- affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de La Cali et à la Mairie de Maransin
- dossier disponible en Mairie (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au service urbanisme de La Cali (33 avenue de la Gare 33870 Vayres)
- mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
- possibilité d'écrire au Maire (38 Le Bourg, 33230 Maransin) et au Président de La Cali (42 rue Jules Ferry 33502 Libourne)

Considérant qu'ainsi, la concertation s'est tenue de manière continue durant toute la révision de la carte communale.

Vu l'avis de la commission Urbanisme du 20 octobre 2022,

Vu l'avis du Bureau communautaire du 5 décembre 2022,

Après en avoir délibéré,

Et à l'unanimité (61 conseillers présents ou ayant donné pouvoir),

Le Conseil communautaire décide :

- de valider le bilan de la concertation annexé à la présente validation,
- de valider le projet de carte communale de la commune de Maransin annexé à la présente délibération,
- de préciser que le projet de révision de la carte communale sera communiqué pour avis (article L. 153-16 du code de l'urbanisme) :
  - au Sous-préfet ;
  - au Président du conseil régional ;
  - au Président du conseil départemental ;
  - au représentant de la chambre d'agriculture ;
  - au représentant de la chambre des métiers ;
  - au représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;
  - au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
  - au représentant de l'EPCI compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre

au Président de l'établissement public chargé de l'élaboration et du suivi du  
est comprise la commune ;  
à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;  
au représentant de l'autorité environnementale ;  
au centre national de la propriété forestière ;  
au l'institut national de l'origine et de la qualité.

Certifié exécutoire compte tenu de la  
transmission en Sous-Préfecture  
et de la publication, mise en ligne sur le site de La  
Cali le

Fait à Libourne 20 décembre 2022

Le Président informe que la présente délibération  
peut faire l'objet d'un recours pour excès de  
pouvoir devant le Tribunal administratif de  
Bordeaux dans un délai de deux mois à compter  
de sa publication et de sa réception par le  
représentant de l'État

Le Président,  
Philippe BUISSON

Pour expédition conforme  
et par délégation  
Philippe BUISSON, Président  
de la Communauté d'Agglomération du  
Libournais



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BORDEAUX

19/04/2024

N° E24000033 /33

Le président du tribunal administratif

**Décision désignation de commissaire du 19/04/2024****CODE : 1**

Vu enregistrée le 19/04/2024, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Libournais demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

*révision générale de la carte communale de la commune de Maransin ;*

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R.123-5 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Christian MARCHAIS est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Daniel LECLERC est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Libournais, à Monsieur Christian Marchais et à Monsieur Daniel Leclerc, copie sera transmise à la commune de Maransin.

Fait à Bordeaux, le 19/04/2024

le président,

Pour expédition conforme à l'original  
Pour le Greffier en Chef et par délégation  
Le Contrôleur des services techniques



Xavier BESSE des LARZES

Gil CORNEVAUX





## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS *de la Communauté d'agglomération du Libournais*

### ARRETE N° 2024 - 303

#### PRESCRIVANT L'OUVERTURE ET L'ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE DE MARANSIN

Le Président de la Communauté d'agglomération du Libournais,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 101-1 à L101-3, L104-2, L132-1 et suivants, L163-3 à L163-8, R161-1 à R 163-6, R 132-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Maransin en date du 7 avril 2006 approuvant la carte communale de la Commune de Maransin ;

Vu la délibération de la Commune de Maransin, en date du 13 novembre 2020, sollicitant l'engagement de la révision de la carte communale de la commune de Maransin auprès de La Cali ;

Vu la délibération n° 2020.12.293 du conseil communautaire en date du 16 décembre 2020 prescrivant la révision de la carte communale de la commune de Maransin ;

Vu la décision n° E24000033 / 33 en date du 19 avril 2024, du Président du Tribunal Administratif de Bordeaux désignant Monsieur Christian MARCHAIS en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Daniel LECLERC en qualité de commissaire-enquêteur suppléant pour mener l'enquête susvisée ;

Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

#### **ARRETE :**

##### **ARTICLE 1 - Objet et dates de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique du Mardi 4 juin 2024 à 9 heures au vendredi 5 juillet 2024 à 17 heures soit pendant 32 jours consécutifs, portant sur la procédure de révision de la carte communale de la commune de Maransin.



La procédure a été engagée pour :

- mettre en conformité la carte communale avec les lois Grenelle, ALUR et LAAF ;
- mettre en conformité la carte communale avec les prescriptions du SCOT du Libournais ;
- permettre un développement urbain maîtrisé et respectueux des spécificités paysagères et culturelles de la commune ;
- accueillir la population dans le respect des objectifs de modération de la consommation d'espaces et de lutte contre l'étalement urbain ;
- affirmer l'identité agricole, viticole et sylvicole de la commune ;
- maintenir la biodiversité et les espaces naturels majeurs de la commune.

## **ARTICLE 2 - Désignation du commissaire enquêteur**

Conformément à la décision du Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, Monsieur Christian MARCHAIS est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête susvisée et Monsieur Daniel Leclerc en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

## **ARTICLE 3 - Composition du dossier d'enquête publique**

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend :

Les pièces administratives :

- Les documents propres à l'enquête publique
- Les actes liés à la procédure de révision de la carte communale de la commune de Maransin et précédant l'enquête publique
- Les avis des Personnes Publiques Associées

Le projet de révision de la carte communale de Maransin :

- Notice de présentation
- Plan de zonage

## **ARTICLE 4 – Permanences du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, sans rendez-vous, pour recevoir ses observations, écrites et orales, ainsi que ses propositions et contre-propositions lors de permanences qui se dérouleront :

A la mairie de Maransin  
38 le Bourg  
33230 Maransin

aux jours et horaires suivants :

- Mardi 4 Juin de 9h à 12h
- Samedi 15 Juin de 9h à 12h
- Vendredi 21 Juin de 14h à 17h
- Vendredi 5 Juillet de 14h à 17h

## **ARTICLE 5 - Modalités de consultation**

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier :

- Sur le site internet de la Communauté d'agglomération du Libournais : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr) ;
- Au siège de la Communauté d'agglomération du Libournais ;
- Dans les lieux cités ci-dessous, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public
  - Siège de la Communauté d'agglomération du Libournais (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne) ;
  - A la mairie de Maransin, 38 le bourg, 33230 Maransin ;
- Lors des permanences du commissaire enquêteur ;
- Un accès, gratuit, sera mis à la disposition du public, pendant toute la durée de l'enquête, sur un poste informatique au service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais, 33 avenue de la gare 33870 VAYRES aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public ;
- Des informations complémentaires peuvent également être demandées auprès du responsable du service de l'urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais (05 33 03 00 10).

## **ARTICLE 6 – Modalités de participation**

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions :

- Par courrier électronique à l'adresse suivante : [enquetepublique@lcali.fr](mailto:enquetepublique@lcali.fr).
- Sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par le commissaire enquêteur. Ces registres seront disponibles pendant toute la durée de l'enquête publique dans les lieux cités ci-dessous, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public :
  - Siège de la Communauté d'agglomération du Libournais (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)
  - A la mairie de Maransin, 38 le bourg, 33230 MARANSIN
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :

Monsieur le Commissaire Enquêteur  
Service Urbanisme  
Communauté d'agglomération du Libournais  
42 rue Jules Ferry 33500 LIBOURNE
- Lors des permanences du Commissaire enquêteur.

## **ARTICLE 7 - Clôture de l'enquête publique**

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont transmis sans délai au commissaire enquêteur qui les clôturera.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, l'autorité compétente pour élaborer la carte communale et lui communique ses observations écrites et orales dans un procès-verbal de synthèse. L'autorité compétente dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

## **ARTICLE 8 - Rapport et conclusions du commissaire enquêteur**

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur rédige son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport du commissaire enquêteur relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur consigne dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

La copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la clôture de l'enquête :

- Au siège de la Communauté d'agglomération du Libournais
- A la mairie de Maransin, 38 le bourg, 33230 Maransin
- Sur le site internet de la Communauté d'agglomération du Libournais

## **ARTICLE 9 - Décision adoptée au terme de l'enquête publique**

Au terme de l'enquête publique, le projet de Révision de la carte communale de Maransin éventuellement modifié au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur donne lieu à une décision d'approbation par délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais.

## **ARTICLE 10 - Mesures de publicité**

Un avis contenant les indications sur le déroulement de l'enquête publique sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis d'enquête publique sera également affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci :

- Au siège de la Communauté de la Communauté d'agglomération du Libournais
- A la mairie de Maransin, 38 le bourg, 33230 Maransin

Cet avis sera publié sur le site internet de la Communauté d'agglomération du Libournais : [www.lcali.fr](http://www.lcali.fr)

Enfin, la publicité de l'avis d'information au public fera également l'objet, si nécessaire, d'affichages en divers lieux publics de la commune de Maransin et pourra être porté à la connaissance de la population par divers procédés d'information et de communication mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération du Libournais et la commune de Maransin.

**ARTICLE 11 - Notification du présent arrêté**

Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Gironde
- Monsieur le Sous-Préfet de Libourne
- Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux
- Monsieur le Commissaire Enquêteur
- Monsieur le Maire de Maransin

A Libourne, le 15 mai 2024

Monsieur Philippe BUISSON  
Président de La Cali



Philippe BUISSON

Président de la Communauté  
d'Agglomération du Libournais

**Destinataires:**

Monsieur le Préfet de la Gironde  
Monsieur le Sous-Préfet de Libourne  
Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux  
Monsieur le Commissaire Enquêteur  
Monsieur le Maire de Maransin

publié le 23 mai 2024

mis en ligne le 23 mai 2024





## Annonces légales et officielles

Retrouvez toutes nos annonces légales sur [sudouest.fr/annonces-legales](http://sudouest.fr/annonces-legales), [sudouest-marchespublics.com](http://sudouest-marchespublics.com), avec le réseau



### Avis administratifs et judiciaires

#### Plan Local d'Urbanisme



### Communauté d'Agglomération du Libournais

#### AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

#### Relative à la révision de la carte communale de Maransin

Par arrêté n°2024-303, le président de la communauté d'Agglomération du Libournais a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le dossier de révision de la carte communale de Maransin.

A cet effet, **M. MARCHAIS Christian**, Cadre Bancaire retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Bordeaux comme commissaire-enquêteur.

L'enquête se déroulera à la communauté d'Agglomération et en mairie de Maransin du 4 juin au 5 juillet 2024 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture.

A la Cal (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

• Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

A la Mairie de Maransin :

• Lundi de 14h à 18h ;

• Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 18h ;

• Samedi de 9h à 12h

Le commissaire-enquêteur recevra en mairie :

• Mardi 4 Juin 2024 de 9h à 12h

• Samedi 15 Juin 2024 de 9h à 12h

• Vendredi 21 Juin 2024 de 14h à 17h

• Vendredi 5 Juillet 2024 de 14h à 17h

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de révision de la carte communale pourront être consignées sur le registre déposé au siège de la communauté d'Agglomération et en mairie ou reçues au siège de la communauté d'Agglomération au 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne par voie postale ou communiquées par voie électronique à l'adresse suivante : [enqueteurpublique@cal.fr](mailto:enqueteurpublique@cal.fr)

En complément, le dossier ainsi que toutes les informations relatives à l'enquête publique seront consultables pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr). Des informations complémentaires peuvent également être demandées auprès du Responsable du service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais (05 33 03 00 10). Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie.

Le président de la communauté d'agglomération

### Marchés publics et privés

Marchés à procédure adaptée sup. à 90 000 €



### Région Nouvelle-Aquitaine

#### AVIS DE MARCHÉ RECTIFICATIF

#### Marché de travaux

Pouvoir adjudicateur : Région Nouvelle-Aquitaine, 14, rue François-de-Sourdis, 33077 Bordeaux Cedex. Mandataire BMA, 38, rue de Cursol, CS 80010 ; 33001 Bordeaux Cedex, tél. 05 56 99 31 99.

Profil acheteur : <https://demat-ampa.fr>  
Numéro de référence du marché : 2024B000T02283.

Objet du marché : marché de travaux de remplacement du monte-charge de la cuisine et modernisation de l'ascenseur dans l'internat des garçons au lycée Les Iris à Lormont. Opération 61238905. Marché 2024B000T02283.

Mention rectifiée : Report de la date limite de remise des offres au 21 mai 2024, 12 heures délai de rigueur.

Date d'envoi du présent avis à la publication : Le 14 mai 2024.



Sud Ouest marchés publics

### Entreprises, inscrivez-vous aux alertes automatiques

Tous les marchés du Sud-Ouest  
100 % gratuits sur [sudouest-marchespublics.com](http://sudouest-marchespublics.com)

SUD OUEST



## Hommages et souvenirs Celebrads

Consultez, publiez un avis de décès en vous connectant à [carnet.sudouest.fr](http://carnet.sudouest.fr)

Service client : 05 35 31 29 37

### Cérémonies du jour

#### BERGERAC

Mme CANOT Christiane Marie Charlotte, en l'église Notre Dame, à 14 h 00

#### BORDEAUX

Mme DUCOS Ghislaine, en l'église, à 10 h 00

M. MAGNEOU Jean-Christophe, en l'église Sait-Seurin, à 10 h 15

#### BÈGLES

Mme ROBIN Ginette, au cimetière, à 15 h 30

#### CAMBLANES-ET-MEYNAC

M. MIARD Jean-Pierre, en l'église, à 10 h 00

#### CARIGNAN-DE-BORDEAUX

Mme ROY Marie-France, en l'église St Martin, à 14 h 00

#### CENON

M. HORBETTE Christophe, en l'église SAINT-ROMAIN, à 10 h 00

#### LESPARRE-MÉDOC

Mme CANNANUX Ginette, au cimetière, à 16 h 00

#### LIBOURNE

M. ARNAUDIN Roger, en l'église Chapelle du Pintey, à 10 h 00

#### LOUPES

M. GROSSARD Robert, en l'église, à 16 h 00

#### LÈGE-CAP-FERRET

Mme RABLADE Nicole, Notre-Dame des Flots, à 10 h 30

#### MONPRIMBLANC

Mme ASSERCQ Pierrette, au cimetière, à 14 h 30

#### MONTESSAN

Mme PIERRE Marie-Thérèse, au crématorium, à 09 h 30

M. HARAN Firmin, au crématorium, à 14 h 15

#### MÉRIGNAC

Mme DUCHAMP Denise, au crématorium, à 09 h 45

M. CARBONNIÉ Denis, en l'église Saint Vincent, à 10 h 00

#### PAILLET

Mme PENICHON Marguerite, en l'église, à 10 h 00

#### PESSAC

M. ELIE Jean-Louis, en l'église Saint-Martin, à 10 h 00

#### PORTETS

M. LALANNE Robert, en l'église, à 15 h 00

#### RAUZAN

M. CÉSAR Gérard, en l'église, à 15 h 30

M. CÉSAR Gérard, en l'église, à 15 h 30

#### SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC

Mme ONORATO Jeannine, en l'église, à 15 h 00

#### SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE

Mme CAILLAUD Patricia, en l'église, à 09 h 30

#### SAINT-CÉRÉ

Mme CEPEDE Mireille, en l'église, à 14 h 30

#### SAINT-DENIS-DE-PILE

M. AUBISSE Jean-Pierre, au cimetière Nouveau, à 15 h 30

#### SAINT-LOUBÈS

M. DUBUT Charles, en l'église Saint-Loubès, à 10 h 00

#### SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

M. COTTERET Jacques, en l'église, à 14 h 30

#### SAINT-SIMON-DE-BORDES

Mme SEGUIN Marie Antoinette, en l'église, à 10 h 30

#### SAINT-EULALIE

GLAPPIER Alain, au crématorium, à 15 h 00

#### SAINT-FOY-LA-GRANDE

Mme SICAUD Denise, au temple, à 10 h 30

#### SALLES

BOYRIE Jean, en l'église St-Pierre, à 15 h 00

#### VILLENAVE-D'ORNON

M. VIDAL Max Joseph, en l'église Sainte-Jeanne de Lestonnac, à 10 h 00

### Avis d'obèques

243989

#### MONSÉGUR

Dominique DAUNIS, son épouse ;  
Magali BIRD, sa fille et son conjoint ;  
Zoé et Juliette, ses petites-filles ;  
les familles DAUNIS, CONSTANTIN, DUCAYRON et BERTO,  
parents et amis  
ont la douleur de vous faire part du décès de

#### M. Alain DAUNIS

Ses obèques religieuses seront célébrées le **mardi 21 mai 2024, à 11 heures** en l'église de Monségur, suivies de la crémation à 13 h 30 au sein du crématorium de Tonneins, l'inhumation de l'urne aura lieu ce même jour à 17 h 30 dans le caveau familial situé au sein de l'ancien cimetière de Monségur.

La famille remercie bien chaleureusement toutes les personnes qui s'associeront à leur peine et plus particulièrement le cabinet infirmier de Monségur, le service de soins palliatifs de La Réole et le service oncologie de l'hôpital Saint-André de Bordeaux.

Pour les personnes qui souhaitent faire un geste en la mémoire d'Alain, une boîte à dons en faveur de l'Institut Pasteur est mise à disposition à la chambre funéraire.

Pompes Funèbres MATHINO  
Monségur - Tél. 05 56 61 62 52  
[ets.mathino@gmail.com](mailto:ets.mathino@gmail.com)

244254

#### LA BRÈDE

le baron Hubert-Cyril de Montesquieu et de Roquefort, son époux,  
Paul-Henry et Blanche, ses enfants,

ont le profond chagrin,  
d'annoncer le rappel à Dieu, à 59 ans, de la  
baronne Hubert-Cyril de Montesquieu et de Roquefort,  
née

#### Laure COURBATERE de GAUDRIC

La cérémonie religieuse sera célébrée le **vendredi 17 mai 2024, à 10 h 30** en l'église Saint-Jean d'Etampes, à La Brède (33).

L'inhumation aura lieu dans le Tombeau familial de La Brède.

244222

#### LE TAILLAN-MÉDOC

M. Henri CHERUETTE, son époux,  
Thierry et Frédéric, ses fils,  
parents et amis  
ont la tristesse de vous faire part du décès de

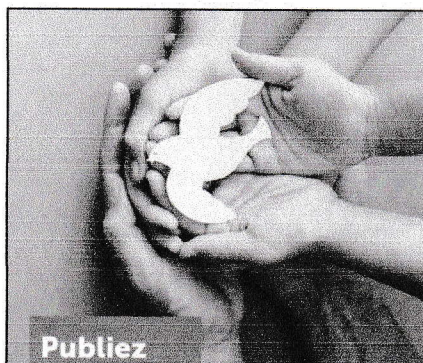
#### Mme Bernadette CHERUETTE

née DESBATS,  
Chevalier des Palmes académiques

survenu à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le **mardi 21 mai 2024, à 10 heures** en l'église Saint-Hilaire du Taillan-Médoc suivie de l'inhumation au cimetière de cette même commune.

PGF - Services Funéraires  
26, avenue Descartes - St Médard en Jalles -  
Tél : 05.56.10.51.93



### Publiez un avis de décès

7/7 - 24 H/24  
SIMPLE, RAPIDE  
& EFFICACE

Publiez dans le journal et sur notre site internet.  
Rendez-vous à la rubrique avis de décès de [sudouest.fr](http://sudouest.fr)  
Devis gratuits & paiement sécurisé par C.B.  
Vous êtes guidés dans votre texte jusqu'à la finalisation de la commande.

Celebrads

SUD OUEST



ANNONCES LÉGALES ET OFFICIELLES

JOURNAL HABILITÉ À RECEVOIR LES ANNONCES LÉGALES SUR L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE ET LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE ET LA DORDOGNE

Communauté d'Agglomération du Libournais

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Relative à la révision de la carte communale de MARANSIN

Par arrêté n°2024-303, le président de la communauté d'Agglomération du Libournais a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le dossier de révision de la carte communale de MARANSIN.

A cet effet, **M. MARCHAIS Christian**, Cadre Bancaire retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Bordeaux comme commissaire-enquêteur.

L'enquête se déroulera à la communauté d'Agglomération et en mairie de Maransin **du 4 juin au 5 juillet 2024 inclus**, aux jours et heures habituels d'ouverture,

À la Cail (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

- Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

À la Mairie de Maransin :

- Lundi de 14h à 18h ;

- Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 18h ;

- Samedi de 9h à 12h

Le commissaire-enquêteur recevra en mairie :

- Mardi 4 Juin 2024 de 9h à 12h

- Samedi 15 Juin 2024 de 9h à 12h

- Vendredi 21 Juin 2024 de 14h à 17h

- Vendredi 5 Juillet 2024 de 14h à 17h

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de révision de la carte communale pourront être consignées sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie ou reçues au siège de la communauté d'agglomération au 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne par voie postale ou communiquées par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete@libourne.fr](mailto:enquete@libourne.fr)

En complément, le dossier ainsi que toutes les informations relatives à l'enquête publique seront consultables pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : [www.lacail.fr](http://www.lacail.fr)

Des informations complémentaires peuvent également être demandées auprès du Responsable du service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais (05 33 03 00 10). Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie.

Le président de la communauté d'agglomération

SARL GIRONDE VITI SERVICES  
Coatizé à Dordogne

ETABLISSEMENTS GABRIEL  
REAIMARTIN

TAO  
SAS au capital de 1 000 €  
Siège social : 38 rue Jean pages  
33140 VILLENAVE D ORNON  
RCS BORDEAUX 829 347 756

AVIS DE DISSOLUTION  
ANTICIPÉE

L'assemblée générale extraordinaire du 03/05/2024 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 03/05/2024. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur FOUCHER Julien, demeurant 20 rue condorcet, BAT C1 APT 123, 33140 VILLENAVE D ORNON et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce BORDEAUX.

Julien FOUCHER

SCI DUFOUR IMMOBILIER  
SCI au capital de 1 500 €  
Siège social : 4 la chapelle  
33350 SAINT PHILIPPE  
D AIGUILLE  
RCS LIBOURNE 531 834 059

AVIS DE MODIFICATION

L'assemblée générale extraordinaire du 16/05/2024 a décidé la modification du capital de la société à compter du 16/05/2024.

EKIP SELARL  
Mandataires Judiciaires  
6/7 boulevard Aristide Briand  
33 500 LIBOURNE  
site : [www.ekip.eu](http://www.ekip.eu)  
mail : [libourne@ekip.eu](mailto:libourne@ekip.eu)

CHATEAU CHATAIN GFA  
société en liquidation

Forme : GFA

Au capital de 153 668,61 €uros  
Siège social : Lieu-dit Chatain  
33500 NEAC  
R.C.S. LIBOURNE 302 592 654

été prononcée la dissolution de la société CHATEAU CHATAIN. La SELARL Ekip représentée par Maître Roman RABUSSEAU a été désignée aux fonctions de liquidateur avec pour mission de procéder aux formalités y afférentes et réaliser les opérations de liquidation du GFA.

La correspondance, les actes et documents concernant la GFA en liquidation CHATEAU CHATAIN et sa liquidation devront être adressés et notifiés à la SELARL Ekip, 6/7 boulevard Aristide Briand - 33500 LIBOURNE. Mention modificative sera faite au RCS : LIBOURNE.

Pour avis:  
Le Liquidateur

NOTAIRES  
COEUR DE BASSIN

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Thomas de RICAUD, Notaire associé de la Société par Actions Simplifiée dénommée « NOTAIRES CCEUR DU BASSIN, Maîtres Thomas de RICAUD, Bertrand FAYE, Fabien ROUCHOUT et associés », exerçant en cette qualité à LANTON (33138), 29 avenue de la République, le 26 avril 2024, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accès, soit, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La raison d'être de la société est familiale, en conséquence son objectif est d'assurer la détention d'un patrimoine immobilier, tant existant qu'à venir, puis de faciliter sa transmission à ses membres, dans le respect de l'éthique économique et environnementale. La dénomination sociale est : DAMALIN.

Le siège social est fixé à : ANDERINOS-LES-BAINS (33510), 74 boulevard Georges Clemenceau.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR).

Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les représentants sont Monsieur David STERN.

AVIS DE TRANSFORMATION

Au terme d'un acte de fusion de notre



## Plan Local d'Urbanisme

## Autres avis



## Communauté d'Agglomération du Libournais

## AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

## Relative à la révision de la carte communale de Maransin

Par arrêté n°2024-303, le président de la communauté d'Agglomération du Libournais a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le dossier de révision de la carte communale de Maransin.

A cet effet, **M. MARCHAIS Christian**, Cadre Bancaire retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Bordeaux comme commissaire-enquêteur. L'enquête se déroulera à la communauté d'Agglomération et en mairie de Maransin du 4 juin au 5 juillet 2024 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture.

• Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

À la Mairie de Maransin :

• Lundi de 14h à 18h ;

• Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 18h ;

• Samedi de 9h à 12h

Le commissaire-enquêteur recevra en mairie :

• Mardi 4 Juin 2024 de 9h à 12h

• Samedi 15 Juin 2024 de 9h à 12h

• Vendredi 21 Juin 2024 de 14h à 17h

• Vendredi 5 Juillet 2024 de 14h à 17h

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de révision de la carte communale pourront être consignées sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie ou reçues au siège de la communauté d'agglomération au 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne par voie postale ou communiquées par voie électronique à l'adresse suivante : [enqueteurpublique@lacali.fr](mailto:enqueteurpublique@lacali.fr)

En complément, le dossier ainsi que toutes les informations relatives à l'enquête publique seront consultables pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : [www.lacali.fr](http://www.lacali.fr). Des informations complémentaires peuvent également être demandées auprès du Responsable du service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais (05 33 03 00 10). Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie.

Le président de la communauté d'agglomération



## Département de la Gironde

## AVIS

## Adoption de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la construction du collège du Taillan-Médoc

Par délibération n°2024.122 CP du 4 mars 2024 le Département de la Gironde a adopté la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU 3.1 de Bordeaux Métropole pour permettre la réalisation d'un collège sur la commune du Taillan-Médoc en se prononçant sur l'intérêt général de l'opération. Cette délibération est affichée pendant une durée d'un mois à la mairie du Taillan-Médoc.

Le dossier de déclaration de projet est consultable en version numérique sur le site internet [gironde.fr](https://www.gironde.fr/actualites/suites-de-lenquete-publique-autour-du-projet-de-college-au-tailan-medoc) (<https://www.gironde.fr/actualites/suites-de-lenquete-publique-autour-du-projet-de-college-au-tailan-medoc>).

Préfecture de la Gironde  
Direction Départementale des Territoires  
et de la Mer de la Gironde

## AVIS DE PUBLICITÉ

## Commune de Soulac-Sur-Mer

Conformément aux dispositions de l'article R.2124-11 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le présent avis a pour objet d'informer le public que l'arrêté préfectoral approuvant la convention de concession d'utilisation du domaine public maritime en dehors des ports établie entre l'Etat et la communauté de Communes Médoc Atlantique sur une dépendance du domaine public maritime destinée à l'utilisation de deux ouvrages de lutte contre l'érosion littorale a été signé le 13 mai 2024 par le préfet de la Gironde. Cet arrêté qui a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde est consultable à l'adresse suivante :

[https://www.gironde.gouv.fr/contenu/telechargement/73645/550115/file/RAA\\_33\\_SPECIAL\\_N°2024-119.pdf](https://www.gironde.gouv.fr/contenu/telechargement/73645/550115/file/RAA_33_SPECIAL_N°2024-119.pdf)

La convention de concession peut également être consultée à l'adresse suivante : <https://www.gironde.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Mer-littoral-et-securite-maritime/Gestion-du-Domaine-Public-Maritime/Occupation-du-DPM>

Cette concession a pour objet la régularisation de l'occupation domaniale du domaine public maritime pour un épi et une digue de protection contre la mer au lieu dit « l'Amélie », sur la commune de Soulac-sur-Mer. La convention fixe les conditions d'octroi d'une concession d'utilisation du domaine public maritime naturel d'une superficie totale de 25 256 m² pour l'entretien, le maintien et la refaçon de ces ouvrages de défense contre la mer, aux clauses et conditions ci-après, et suivant les plans annexés. Cette superficie totale comprend les ouvrages existants et déjà en place sur le DPM soit 4 920 m² pour l'épi nord de l'Amélie et 20 336 m² pour la digue de l'Amélie.

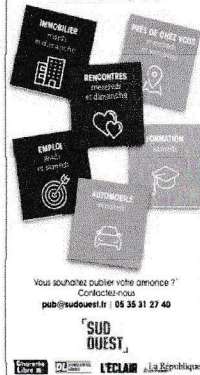
La concession est accordée pour une durée de 30 ans.

## Annonces légales

## Vie des sociétés

## CESSATION DE GARANTIE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité NOOANDVOO 8 ALLEE DU BOIS D'ARCY 33 510 ANDERNOS LES BAINS immatriculée au RCS 892908096 pour ses activités de :  
- GESTION IMMOBILIERE depuis le 19 01 2021  
- PRESTATIONS TOURISTIQUES depuis le 19 01 2021  
auprès de son garant financier, GALIAN Assurances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis.  
Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89 rue la Boétie, 75008, PARIS, dans les trois mois de la présente insertion.

Vos rendez-vous  
Annonces

Vous souhaitez publier votre annonce ?  
Contactez-nous  
[pub@sudouest.fr](mailto:pub@sudouest.fr) 05 35 31 27 40



Consultez, publiez un avis de décès sur [carnet.sudouest.fr](http://carnet.sudouest.fr) Service client : 05 35 31 29 37

## Cérémonies du jour

## AMBARÈS-ET-LAGRAVE

**M. GARRIGUE Jean Pierre**, en l'église St Pierre, à 11 h 30

## AUROS

**M. BELLOC Michel**, en l'église, à 15 h 00

## BARSAC

**Mme PICHON Colette**, en l'église, à 09 h 00

## BAYON-SUR-GIRONDE

**Mme LAVILLE Jeanne**, en l'église BAYON, à 15 h 00

## BIGANOS

**M. LATASTE Hubert**, en l'église St Gervais, à 10 h 30

## BORDEAUX

**Mme BOSCH Suzanne**, en l'église Saint Louis, à 14 h 30

## CARS

**Mme GRELIER Marie-France**, en l'église, à 18 h 00

## CENON

**M. POTTIER Jean**, des Sts Anges Gardiens, à 14 h 45

## LE BARP

**Mme BOURCELOT Brigitte**, en l'église St-Jacques, à 14 h 00

## MONTUSSAN

**M. LAUBIE Jean**, au crématorium, à 10 h 30

## MÉRIGNAC

**Mme MARCHAND Odette**, au crématorium, à 14 h 00

**Mme DEFOSSÉ Gislaine**, au crématorium, à 15 h 30

**M. SEGUY Dominique**, au crématorium, à 16 h 00

## SAINT-MÉDARD-DE-GUIZIÈRES

**M. DAVID Patrick**, au cimetière, à 15 h 00

## SAINTE-EULALIE

**M. DIERCKX Henri**, au crématorium, à 11 h 00

## TALENCE

**Mme BOUCHET Michèle**, en l'église Notre Dame, à 15 h 00

## URGONS

**THEUX Jean-Marc**, en l'église, à 14 h 30

## VAL DE VIRVÉE

**Mme DUGAS Jacqueline**, en l'église Saint Pierre de SALIGNAC, à 10 h 30

## Avis d'obèques

247665

## BORDEAUX

Françoise ORS son épouse :  
Romain, Julien, Clément,  
ses fils :  
Isalyne, Céline, Morgane,  
ses belles-filles :  
Quentin, Mathilde, Rose,  
Lubin, Alice,  
ses petits-enfants,  
parents et amis  
vous font part du décès de

## M. Bernard ORS

Ses obsèques seront célébrées  
**le mardi 11 juin 2024, à 14 h 30**  
en l'église Saint-Loubès suivies  
de sa crémation à 16 h 15 au  
crématorium de Montussan.

PF Laveigne, Montussan,  
à côté du crématorium, services jour et  
nuits,  
toutes communes, tel. 05.56.72.92.89.

247480

## LE BOUSCAT

Alain VALLA, son frère,  
son oncle et sa tante,  
ses cousins et cousines,  
ont la tristesse de vous faire part  
du décès de

## M. Denis VALLA

survenu à l'âge de 75 ans.

La cérémonie religieuse sera  
célébrée **le lundi 10 juin 2024,**  
**à 14 h 15** en l'église  
Saint-Augustin à Bordeaux.  
La famille remercie par avance  
celles et ceux qui s'associeront à  
leur peine.

PF Roc Eclerc,  
75, rue du Général-de-Lamirnat,  
Bordeaux, tel. 05.56.24.99.18.

247596

## FLOIRAC

Josiane BÉLARD, sa fille,  
Franck BÉLARD, son gendre  
Sophie, sa petite-fille,  
parents et amis,  
vous font part du décès de

Mme Odette RUIZ  
née ODE.

Ses obsèques auront lieu  
**le lundi 10 juin 2024, à 14 h 15**  
au crématorium de Montussan.

PF Laveigne, Montussan,  
à côté du crématorium, services jour et  
nuits, toutes communes, tel.  
05.56.72.92.89.

247679

## LUGOS

Emmanuelle TOSTAIN,  
mère de Lugos,  
l'ensemble des membres du  
conseil municipal et du  
personnel communal,  
ont la tristesse de vous faire part  
du décès de

## M. Jean-Marie DIEU

Agent communal de Lugos  
de 1982 à 2004

Ils présentent leurs sincères  
condoléances à sa famille ainsi  
qu'à ses proches.

Sud Ouest  
marchés publicsEntreprises,  
inscrivez-vous  
aux alertes  
automatiques

Tous les marchés du Sud-Ouest 100 % gratuits  
sur [sud-ouest-marchespublics.com](http://sud-ouest-marchespublics.com)

Un service des quotidiens  
du Groupe Sud Ouest





ANNONCES LÉGALES ET OFFICIELLES

JOURNAL HABILITÉ À RECEVOIR LES ANNONCES LÉGALES SUR L'ARRONDISSEMENT DE LIBOURNE ET LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE ET LA DORDOGNE

VENTE  
JUDICIAIRE

MARDI 11 JUN 2024  
À 14 HEURES  
en salle et en LIVE

Etude de  
Maître Olivier Sananes  
Commissaire-priseur

Hôtel des ventes  
2 & 3, quai de l'Isle  
33500 Libourne  
Tél 05 57 51 79 80 / Fax 05 57 25 10 95  
libournes.annulations@interencheres.fr  
www.interencheres.com

CITROËN BERLINGO du 21/12/2020 5 CV 60  
DACIA SANDERO du 09/04/2018 pour pièces  
Petit électro portatif

Matériel viticole dont benne élévatrice,  
2 bennes GIMBRE, disque QUIVONGNE, désherbeuse,  
tracteur RENAULT vigneron 130, cabine, 4 RM,  
griboyeur, rogneuse 2 rangs, épamprouse,  
épandeur à engrais, relevseuse,  
tracteur vigneron RENAULT 7014, pulvérisateur,  
matériel de chai,

machine à vendanger NEW HOLLAND SR 36,  
épandeur à fumier, herse rotative, interceps, binoise,  
RESTAURANT dont four, lave-vaisselle, table inox,  
tour réfrigérée, plonge inox, lave-main, fourneau,  
platterie, vaisselle, tables, chaises, mobilier de terrasse.

Frais judiciaires 14,28 % TTC  
Photos visibles sur INTERENCHERES LIBOURNE  
Expos la veille de la vente sur place, seront précisés les adresses  
et les horaires sur INTERENCHERES

Communauté d'Agglomération du Libournais

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
Relative à la révision de la carte communale de MARANSIN

Par arrêté n°2024-303, le président de la communauté d'Agglomération du Libournais a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le dossier de révision de la carte communale de MARANSIN.

A cet effet, M. MARCHAIS Christian, Cadre Bancaire retraité, a été désigné par le président du tribunal administratif de Bordeaux comme commissaire-enquêteur.

L'enquête se déroulera à la communauté d'Agglomération et en mairie de Maransin du 4 juin au 5 juillet 2024 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Ala Gail (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)  
- Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00  
Ala Mairie de Maransin :

- Lundi de 14h à 18h ;
- Mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 18h ;
- Samedi de 9h à 12h
- Le commissaire-enquêteur recevra en mairie :
  - Mardi 4 Juin 2024 de 9h à 12h
  - Samedi 15 Juin 2024 de 9h à 12h
  - Vendredi 21 Juin 2024 de 14h à 17h
  - Vendredi 5 Juillet 2024 de 14h à 17h

Pendant la durée de l'enquête publique, les observations sur le projet de révision de la carte communale pourront être consignées sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération et en mairie ou reçues au siège de la communauté d'agglomération au 42 rue Jules Ferry 33500 Libourne par voie postale ou communiquées par voie électronique à l'adresse suivante : [enquêtespublique@acalil.fr](mailto:enquêtespublique@acalil.fr)

En complément, le dossier ainsi que toutes les informations relatives à l'enquête publique seront consultables pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante : [www.acalil.fr](http://www.acalil.fr)

Des informations complémentaires peuvent également être demandées auprès du Responsable du service urbanisme de la Communauté d'Agglomération du Libournais (05 33 03 00 10). Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie.

Le président de la communauté d'agglomération

ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIÉTAIRES DU LOTISSEMENT  
« RESIDENCE SAINT ANDRÉ » A PRIGNAC ET MARCAMP

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : SCI DTT  
Forme : Société Civile Immobilière  
Capital : 1000 euros divisés en 100 parts  
entièrement libérées  
Siège social : 10 route de Labatut 33570 MONTAGNE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

Objet :

- l'acquisition, l'administration et l'exploitation directe ou indirecte par bail, location ou autrement de biens immeubles,
- par exception, la vente des immeubles sociaux,
- et généralement toutes opérations civiles se rattachant directement ou indirectement à l'objet social

Gérant : Mme Frédérique BURLOT, née le 31/05/1979 à Enghien Les Bains (95) demeurant au 10 route de Labatut 33570 Montagne

L'immatriculation est requise auprès du RCS de Libourne.

PRESTATIONS VITICOLES EN  
BORDELAIS

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1.000€  
Siège social :  
19 place Abel Surchamp  
33 500 LIBOURNE

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date du 2 mai 2024, il a été constituée Société présentant les caractéristiques suivantes :  
DÉNOMINATION : PRESTATIONS VITI-

COMMUNE DE LE TOURNE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
DU PROJET DE MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
(PLU) DE LA COMMUNE DE LE TOURNE

Par délibération n°2023-07-04 en date du 3 juillet 2023, le Conseil Municipal a prescrit la modification du Plan Local d'Urbanisme et défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation.

Par arrêté n°2024-016 en date du 4 juin 2024, Madame le Maire de LE TOURNE a prescrit l'enquête publique relative au projet de modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LE TOURNE.

À cet effet, Madame Ines PRIAT, géographe-cartographe urbaniste, a été désignée par le président du Tribunal Administratif de Bordeaux comme commissaire-enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie du lundi 24 juin 2024 à 9H00 au mercredi 24 juillet 2024 à 12H00 suivant les jours et heures indiqués.

Le commissaire annulations@interencheres.com





## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, Bernard BACCI, Maire de MARANSIN, certifie avoir procédé à l’affichage de l’avis d’enquête publique relative au projet de révision de la carte communale de la commune de Maransin du vendredi 17 mai au vendredi 5 juillet 2024. Cet avis d’enquête publique a été affiché au tableau d’affichage extérieur de la Mairie.

En foi de quoi le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Maransin,  
Le 5 juillet 2024





## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Objet : affichage de l’arrêté n° 2024-303 de prescription d’une enquête publique relative à la révision générale de la carte communale de Maransin

Je soussigné Jacques LEGRAND, Vice-Président de la Communauté d’Agglomération du Libournais, certifie qu’il a été procédé à l’affichage à la Communauté d’Agglomération du Libournais, aux endroits habituels, depuis le 17 mai 2024 et jusqu’au 5 juillet, de l’arrêté du président de la Cali n° 2024-303 de prescription d’une enquête publique relative à la révision générale de la carte communale de Maransin

Fait à Libourne le 5 juillet 2024

Le 1er Vice-Président délégué au développement  
touristique et à l’urbanisme



Jacques LEGRAND